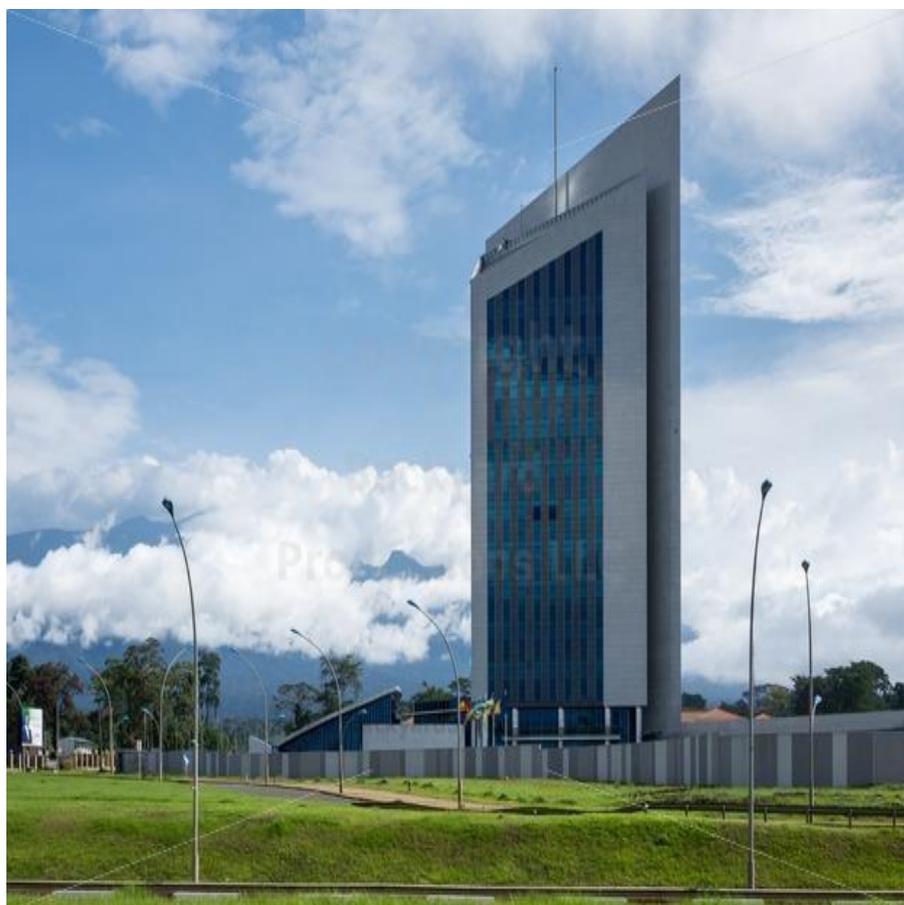


**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

**COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER
DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE**



SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	3
<i>SECTEUR REEL ET PRIX</i>	<i>11</i>
1 Secteur primaire.....	14
A.2 Secteur secondaire	18
A.3 Secteur tertiaire	21
B. FINANCES PUBLIQUES.....	22
C. Surveillance multilatérale	24
1. Taux d'inflation	24
2. Solde budgétaire de référence	24
3. Taux d'endettement public	25
4. Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs et apurement du stock existant selon un plan d'apurement validé	25
D. SECTEUR EXTERIEUR	25
E. Evolution des agrégats monétaires	26
1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)	27
2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)	28
F. Situation comptable de la banque centrale	29
G. Situation du système bancaire.....	32
H. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TITRES PUBLICS	35
ANEXES	43

VUE D'ENSEMBLE

Selon les perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en janvier 2024 par le FMI, la croissance mondiale, a été de 3,1% en 2023, et devrait rester stable à 3,1% et 3,2% respectivement en 2024, et en 2025. Cette évolution a été expliquée en raison d'une résilience plus forte que prévu aux Etats-Unis et dans plusieurs économies des pays émergents et en développement, et de l'appui budgétaire mis en place en Chine.

Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité pour les économies avancées s'est situé à 1,6%, et resterait quasi stable à 1,5% en 2024. Pour les économies émergentes et en développement, le PIB réel est resté stable à 4,1% en 2023, et devrait rester inchangé à 4,1% en 2024. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel a diminué à 3,3% en 2023, et remonterait à 3,8% en 2024.

L'inflation mondiale en moyenne annuelle a diminué à 6,8% en 2023 et continuerait sa tendance baissière à 5,8% en 2024 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base, mais l'inflation sous-jacente devrait diminuer plus lentement.

Sur le plan régional, la croissance du PIB réel a été 2,2 % en 2023 après 2,8% en 2022 et remonterait à 3,1% en 2024, grevée principalement par un recul plus important de l'activité pétrolière (-2,7 % en 2023, contre -0,7 % en 2022, et remonterait à 3,1% en 2024. En ce qui concerne l'activité économique de la Guinée Equatoriale, le PIB de la Guinée Equatoriale a diminué à 5,5% en 2023, grevée principalement par une décroissance plus importante de l'activité pétrolière (-23,5 % en 2023, contre -2,5 % en 2022), après une croissance positive de 3,0% observée l'année précédente, et devrait augmenter de 3,5% en 2024. Sur le front de prix, l'inflation s'inscrit en moyenne annuelle à 4,1% en 2023, après 4,9% enregistré en 2022.

Sur le plan monétaire, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 1,9 % ; les crédits à l'économie ont diminué de 25,9 % tandis que les créances nettes sur l'Etat ont augmenté de 351,3 % à fin décembre 2023. Résultante de ces évolutions, la masse monétaire a progressé de 4,9 %.

S'agissant des finances publiques, les estimations font ressortir une dégradation des comptes publics, avec un solde budgétaire, base engagements hors dons, qui s'est situé à 3,1 % du PIB contre -2,3 % du PIB en 2022, en raison de la baisse des recettes global, suite à la baisse des cours et du volume des exportations de pétrole.

Pour le secteur extérieur, il est ressort une amélioration des comptes extérieurs, avec un excédent du compte courant, dons officiels inclus, à 0,8 % du PIB (contre 1,9 % en 2022), en raison de la détérioration des termes de l'échange 69,2 %.

En termes de *perspectives à moyen terme*, les projections tablent sur un recul des activités sur la période 2025-2026, toutefois le taux de croissance en termes réels resterait faible à moyen terme, passant de 1,2 % en 2025 à 1,3 % en 2026. La croissance économique dans le secteur non pétrolier devrait s'établir à 3,7% en 2025 et 5,9% en 2026. Quant au secteur pétrolier, il demeurerait en récession à moyen terme, avec un taux de croissance de -5,1 % en 2025 et -11,4% en 2026. Par ailleurs, le taux d'inflation en moyenne annuelle devrait diminuer progressivement à partir de 2025, tout en restant en dessous de la norme communautaire de 3,0 %.

Pour les autres comptes macroéconomiques, le solde budgétaire, base engagements hors dons, devrait s'établir en moyenne à + 0,6% du PIB. Le déficit extérieur courant se dégraderait davantage, pour se situer en moyenne à -10,3 pour la période 2025 -2026. Les avoirs extérieurs devraient diminuer de 77,0% et tandis que les crédits à l'économie, et les créances nettes sur l'Etat devraient augmenter de 24,0% et 42,9% respectivement pour la période 2025-2026.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL

A. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Selon les perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en janvier 2024 par le FMI, la croissance mondiale, a été de 3,1% en 2023. Elle devrait rester stable en 2024, et passera à 3,2% en 2025. Cette évolution en dessous de la moyenne historique (2000-2019) de 3,8%, s'expliquerait en raison du niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation, du retrait de dispositifs d'aide budgétaire qui pèse sur l'activité économique dans un contexte de fort endettement, et de la faiblesse de la croissance tendancielle de la productivité.

Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité pour les *économies avancées* a connu une baisse, se situant à 1,6% en 2023, et diminuerait légèrement à 1,5% en 2024, avant de remonter à 1,8% en 2025. En ce qui concerne *les économies émergentes et les économies en développement*, la croissance est restée stable à 4,1% en 2023 et 2024, et situerait à 4,2% en 2025.

S'agissant *des économies avancées*, aux **États-Unis**, la croissance est ressortie à la hausse à 2,5% en 2023 et diminuerait progressivement à 2,1% en 2024 et 1,7% en 2025, sous les effets décalés du resserrement de la politique monétaire, du rééquilibrage progressif des finances publiques et de l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre ralentissant la demande globale.

Pour la **Zone euro**, la croissance a atteint son niveau le plus bas à 0,5% en 2023, et remonterait à 0,9% en 2024, puis 1,7% en 2025, en raison d'une plus forte consommation des ménages, à mesure que les effets du choc sur les prix de l'énergie s'atténuent et que l'inflation ralentit, soutenant ainsi la croissance de revenus réelles.

Dans les principales *économies émergentes et en développement*, **en Chine**, la croissance du PIB est ressortie à la hausse à 5,2% en 2023, et chuterait à 4,6% en 2024, puis 4,1% en 2025, en raison du rebond de la consommation, et la quasi-stabilité du marché immobilier. **En Inde**, la croissance est ressortie à la baisse à 6,7% en 2023, et diminuerait légèrement à 6,5% en 2024, puis resterait stable à 6,5% en 2025, sous l'effet d'une demande intérieure résiliente.

En *Afrique subsaharienne*, la croissance s'est située à 3,3% en 2023, et devrait atteindre 3,8% en 2024, et 4,1% en 2025.

En **Afrique du Sud**, la croissance est ressortie à la baisse se situant à 0,6% pour l'année 2023, et remonterait à 1,0% en 2024 et 1,3% en 2025 en raison de pénurie d'électricité. Au **Nigeria**, la croissance s'est établie à 2,8% en 2023, liée aux difficultés de la production des hydrocarbures et les conséquences négatives d'une forte inflation pour la consommation et remonterait légèrement à 3,0% en 2024, et 3,1% en 2025.

Dans l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, la croissance a été de 5,2% en 2023 et atteindrait 7,0% en 2024, due aux bonnes performances de la demande intérieure et une amélioration continue de certains secteurs tels que le transport, le tourisme, l'hôtellerie et le BTP.

Dans la **Zone CEMAC**, les estimations de la BEAC pour la CEMAC se sont établies ainsi : *i*) un taux de croissance du PIB réel à 2,2 % en 2023 après 2,8% en 2022 et remonterait à 3,1% en 2024, grevée principalement par un recul plus important de l'activité pétrolière (-2,7 % en 2023, contre -0,7 % en 2022, et remonterait à 3,1% en 2024 ; *ii*) des tensions inflationnistes persistantes à 5,6 % en 2023, comme en 2022, pour s'stabiliser à 3,0% en 2024 ; *iii*) un excédent du solde budgétaire, hors dons, en repli de 1,7 % du PIB en 2023 , après 2,4 % du PIB en 2022, pour se situer à 1,6% en 2024 ; *iii*) une dégradation du solde du compte courant, dons officiels compris, qui a revenu à 0,5 % du PIB en 2023 après 5,7 % en 2022, et serait de -1,5% du PIB en 2024.

Au niveau du commerce international, le taux de variation des échanges commerciaux a reculé de 0,4% en 2023, et remonterait à 3,3% en 2024. Ce ralentissement s'expliquerait principalement par l'affaiblissement de l'activité du secteur manufacturier, induit par le ralentissement de la croissance des économies avancées.

S'agissant de *l'inflation mondiale*, elle s'est situé en diminution à 6,8% en moyenne annuelle en 2023 et continuerait sa tendance baissière à 5,8% en 2024 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base, mais l'inflation sous-jacente devrait diminuer plus lentement. *Dans les économies avancés*, l'inflation en moyenne annuelle s'inscrit à 4,6% en 2023, et continuerait sa tendance baissière de 2,6% en 2024 et quant *aux économies émergentes et en développement*, l'inflation annuelle s'est situé à 8,4% en 2023 et devrait diminuer à 8,1% en 2024. En *Afrique subsaharienne*, l'inflation s'est située à 15,8% en 2023, et diminuerait à 13,1% en 2024.

Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2022-2024)

INDICATEURS [1] (en %, sauf indication contraire)	2022	2023	2024
Taux de croissance			
Economie mondiale	3,5	3,0	2,9
Economies avancées	2,6	1,5	1,4
Etats-Unis	2,1	2,1	1,5
Japon	1,0	2,0	1,0
Canada	3,4	1,3	1,6
Royaume-Uni	4,1	0,5	0,6
Zone Euro	3,3	0,7	1,2
Allemagne	1,8	-0,5	0,9
France	2,5	1,0	1,3
Italie	3,7	0,7	0,7
Espagne	5,8	2,5	1,7
Afrique Sub-saharienne	4,0	3,3	4,0
Nigéria	3,3	2,9	3,1
Afrique du Sud	1,9	0,9	1,8
CEMAC	2,8	2,5	3,0
UEMOA	5,6	5,2	7,0
Economies émergentes et en développement	4,1	4,0	4,0
Economies émergentes et en développement d'Asie	4,5	5,2	4,8
Chine	3,0	5,0	4,2
Inde	7,2	6,3	6,3
Economies émergentes et en développement d'Europe	0,8	2,4	2,2
Russie	-2,1	2,2	1,1
Taux de croissance du commerce mondial	5,1	0,9	3,5
Taux d'inflation	8,7	6,9	5,8
Economies avancées	7,3	4,6	3,0
Economies émergentes et en développement	9,8	8,5	7,8

Pour l'année 2023, les principaux indicateurs pour la CEMAC ont évolué ainsi : *i*) le taux de croissance du PIB réel, s'est situé à 2,2% en 2023, après 2,8% en 2022, et remonterait à 3,1% en 2024 grevée principalement par un recul plus important de l'activité pétrolière (-2,7% en 2023, contre -0,7% en 2022, *ii*) des tensions inflationnistes persistantes à 5,7 % en 2023, comme en 2022 et devrait s'établir à 3,0% en 2024, *iii*) un excédent du solde budgétaire, hors dons, en repli de 1,7 % du PIB en 2023 après 2,4 % du PIB en 2022, et une dégradation de celui du compte courant, dons officiels compris, qui est revenu à 0,5 % du PIB en 2023 après 5,7 % en 2022. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire augmenterait de 9,2% en 2023 contre 13,5% en 2022, et augmenterait d'environ 6,0 % entre 2024 et 2026, qui résulteraient d'un accroissement de 24,3% des avoirs extérieurs nets et de 9,4 % des crédits à l'économie. En ce qui concerne les réserves en devises, elles reculeraient de 5,7 % à 6 463,7 milliards à fin 2023, correspondant à un taux de couverture extérieure de la monnaie de 71,1 % en 2023 contre 73,1 % en décembre 2022 et des réserves en mois d'importations de biens et services à 4,12 en 2023 contre 4,95 en 2022.

B. MARCHÉ DES PRODUITS DE BASE

L'Indice Global des Cours des Produits de Base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC a progressé de 8,5% entre le deuxième et troisième trimestre 2023, tiré par la hausse couplée des produits énergétiques et non énergétiques.

Ainsi, les cours des produits énergétiques se sont accrues de 10,3 %, après un repli de 6,7% le trimestre passé. De même, les cours des produits non énergétiques ont connu une hausse de 5,3 %, après un accroissement de 5,2 % au deuxième trimestre 2023. Par catégorie, les produits agricoles ont enregistré la plus forte hausse (7,3 %), suivis des produits de la pêche (4,9 %), des métaux et minéraux (2,0%) et des produits forestiers (0,8 %).

En termes de contribution, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base a été dominée par l'indice des prix des produits énergétiques (71,2 %). Les produits non énergétiques ont contribué positivement à l'indice à hauteur de 28,8 %, du fait de la hausse des cours des produits agricoles (27,3 %), des métaux et minerais (0,9%) et des produits forestiers (0,6 %).

C. CONDITIONS MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES DES PRINCIPALES BANQUES CENTRALES

Au niveau des conditions monétaires et financières, plusieurs banques centrales des économies avancées et celles émergentes et en développement, ainsi qu'en Afrique subsaharienne ont adopté une orientation restrictive de leurs politiques monétaires, dans le but de contenir les pressions inflationnistes grandissantes. En effet, les risques pesant sur les perspectives économiques mondiales sont attribués à plusieurs facteurs, notamment :

i) la persistance d'une inflation élevée, ii) les turbulences sur les marchés financiers, iii) une reprise économique plus lente en Chine liée notamment aux contreperformances du secteur immobilier, et iv) une intensification des conflits armés en Europe et au Moyen-Orient

Ainsi, le Comité de Politique Monétaire de la **Fed (Federal Open Market Committee ou FOMC)**, lors de sa réunion tenue du 31 octobre au 1er novembre 2023, a décidé de laisser inchangé la fourchette cible de ses taux à 5,25 % - 5,50 %.

Le Conseil des gouverneurs de la **Banque Centrale Européenne (BCE)** a décidé, le 06 octobre 2023 de laisser inchangés les trois principaux taux d'intérêt directeurs. Ainsi, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 4,50 %, 4,75 % et 4,00 %. En effet, l'inflation continue de ralentir, mais devrait rester élevée pendant une trop longue période. Le Conseil des gouverneurs est déterminé à assurer le retour au plus tôt de l'inflation au niveau de son objectif de 2 % à moyen terme.

Le Comité de Politique Monétaire de la **Banque Centrale du Japon (BoJ)**, réuni les 30 et 31 octobre 2023 a décidé d'ajuster l'orientation ultra accommodante de sa politique monétaire. Elle a annoncé sa décision de rendre plus flexible son contrôle de la courbe des rendements obligataires à dix (10) ans. Sa fourchette est désormais fixée entre - 0,5 % et 0,5 %, alors qu'elle pouvait tolérer jusqu'ici, une hausse de 1 %. Par contre, le taux de dépôt à court terme a été maintenu à -0,1 %. En outre, la BoJ continuera de mener sa politique d'achat illimité des obligations du Gouvernement (JGB) à 10 ans, à l'effet de plafonner leurs rendements à 0,25 %.

En Chine, le 21 août 2023, **la People's Bank of China's (PBOC)** a abaissé de 10 points de base son taux préférentiel de prêt à un an (LPR) à 3,45 % contre 3,55 % auparavant. De même, le taux des facilités de prêt sur un an est fixé à 2,65 % contre 2,75 % précédemment. Par contre le taux préférentiel de prêt à cinq ans est resté inchangé à 4,20 %.

La **Banque Centrale du Nigéria**, réuni les 24 et 25 juillet 2023, a décidé : i) d'accroître son taux directeur de 25 points de base à 18,75 %, ii) de réduire le corridor asymétrique, de +100/-700 à + 100/- 300 points de base autour du *Monetary Policy Rate* ; iii) de maintenir son coefficient de réserves obligatoires (*cash reserve requirement ou CRR*) à 32,5 % ; et iv) de garder le ratio de liquidité à 30,0 %. En effet, l'inflation a connu une croissance modérée, d'un mois à l'autre.

En Afrique du Sud, **la South African Reserve Bank (SARB)**, a décidé le 23 novembre 2023 de laisser inchangé le taux de rachat à 8,25 %, dans un contexte inflationniste persistant avec un taux projeté à 6,1 % en 2023, qui demeure au-dessus de sa fourchette cible de 3 à 6

%. Cette politique monétaire restrictive intervient également dans un contexte de pression à la dépréciation du Rand, en raison de la baisse de la demande mondiale et d'une réduction plus importante que prévue des prix des matières premières, qui devraient détériorer la balance commerciale.

Dans l'UEMOA, la *Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)*, a décidé lors de la réunion de son Comité de Politique Monétaire du 06 décembre 2023, de relever de 25 points de base le principal taux directeur à 3,50 %. Cette décision intervient dans un contexte où les risques d'un retour des tensions inflationnistes sont en hausse, en lien avec la montée des incertitudes tant au niveau international que régional.

Le *Comité de Politique Monétaire de la BEAC*, réunie en sa session ordinaire du 12 décembre 2023, a décidé de maintenir inchangé le taux d'Intérêt des Appels d'Offres à 5,00% ; le taux de la facilité de prêt marginal à 6,75% et le taux de la facilité de dépôt à 0,00%. De même, les coefficients des réserves obligatoires sont restés inchangés à 7,00% sur les exigibilités à vue et 4,5% sur les exigibilités à terme.

D. MARCHE DES CHANGES

Sur le marché des changes, l'euro a affiché entre septembre et octobre 2023, des évolutions contrastées vis-à-vis des principales monnaies, dans un contexte marqué par l'atonie de l'activité économique dans la Zone Euro. En effet, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du dollar américain (-1,1 %), du renminbi chinois (-1,0 %) et du franc suisse (-0,5 %), tandis qu'il s'est apprécié vis-à-vis de la livre turque (2,0 %) et est resté quasiment stable face au yen japonais.

II. EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2023

Après le rebond à 3,0% observé en 2022, une année positivement impactée par la flambée des cours des hydrocarbures, principaux produits d'exportation du pays, la Guinée Equatoriale a enregistré, à nouveau, une croissance négative de 5,5% en 2023. En effet, les principales hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale de l'année précédente ont été :

- **Au plan externe :** i) une baisse des cours du pétrole brut équato-guinéen (de 92,6 dollars \$/baril en 2022 à 77,0 dollar/baril en 2023), et du gaz (440,8 dollar \$/tonne en 2022 à 366,5 dollar/tonne en 2023), soit un recul de deux de 16,9% ; ii) une appréciation du FCFA par rapport au dollar américain de 2,6% (622,4 FCFA/\$ en 2022 à 607,5 FCFA/\$ en 2023), et iii) une dégradation de de l'indice de termes de l'échange de 14,6% (114,8 en 2022 à 98,1 en 2023).

- **Au plan interne:** i) une forte contraction de la production du pétrole brut et condensat de 27,7% (3,9 millions de tonnes en 2023 après 5,4 millions de tonnes en 2022); ii) une baisse de la production du bois en grumes de 24,9% (104,4 milliers de m³ en 2023 contre 139,0 milliers de m³ en 2022); iii) un déclin des exportations de Méthanol, Gas Naturel Liquéfié et Autres Gaz de 18,9% (4,4 millions de tonnes en 2023 contre 5,4 millions de tonnes en 2022); iv) une hausse des dépenses en capital de l'Etat de 18% (395,3 à 465,2 milliards FCFA); et v) la persistance de pressions inflationnistes, avec un taux en moyenne annuelle se situant à 4,1% pour l'année 2023, après 4,9% enregistré en 2022.

SECTEUR REEL ET PRIX

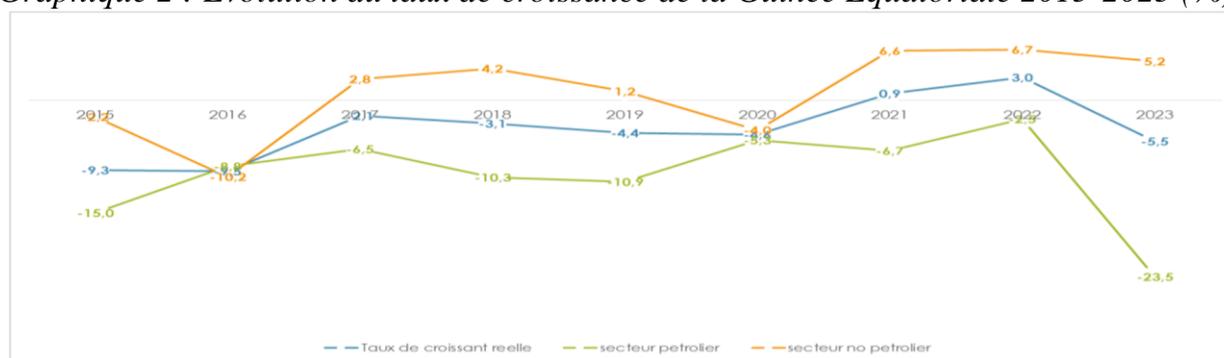
Le taux de croissance réel du PIB de la Guinée Equatoriale a fortement reculé à 5,5% en 2023, après une croissance positive de 3,0% observée l'année précédente. Ainsi, l'activité économique en 2023 a été marquée, notamment, par l'effondrement du secteur pétrolier, qui s'est contracté de 23,5% ; après une évolution aussi négative de 2,5% en 2022. Par contre, pour le secteur non pétrolier, il a été observé une croissance de 5,2% en 2023 après 6,7% enregistrée en 2022. Cette conjoncture économique q été expliquée par les facteurs suivants:

- **Pour le secteur pétrolier:** i) un contexte international marqué par l'instabilité des cours mondiaux des hydrocarbures, liée aux divers dispositions prises par l'Organisation des Pays Exportateur de Pétrole (OPEP), ainsi que l'impact du conflit au Moyen Orient; ii) une forte contraction de la production du pétrole brut, suite aux incidents survenus en septembre 2022 sur la plateforme *Zafiro* et courants 2023 à *Serpentina*, impactant fortement les activités de l'opérateur Mobil Equatorial Guinea

Incorporated (MEGI) ; principal producteur de pétrole brut en Guinée Equatoriale; et *iii*) la contreperformance de l'activité gazière, dû au déclin des réserves du champ Alen, qui soutient le projet *backfill*.

- **pour le secteur non pétrolier :** *i*) une prévision à la hausse importante des dépenses publiques ; *ii*) une baisse des exportations de bois, en liaison avec les problèmes structurels de cette filière, limitant le développement optimal de la branche ; ainsi que, *iii*) le retard enregistré dans la mise en œuvre des projets retenus pour la diversification de la structure productive du pays, notamment de l'activité de la pêche, le tourisme, l'agriculture d'exportation, etc.

Graphique 2 : Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2015-2023 (%)



Sources : BEAC

1.0- Evolution de la contribution de la demande à la croissance globale

En 2023, la **demande intérieure brute** a contribué positivement à la croissance de 4,8%, favorisée notamment par la consommation globale. En effet, la **consommation globale** a soutenu positivement l'activité économique de 5,2%, sous l'effet de la hausse de la consommation privée de 3,4% et publique de 1,8%, tirée par l'augmentation des dépenses courantes. Quant aux **investissements bruts**, ils ont contribué négativement de 0,4%, impactés notamment par la contraction des investissements privés pétroliers (-2,1%), malgré une contribution positive de l'investissement privé non pétroliers (+1,2).

Par contre, la **demande extérieure nette** obérerait la croissance à hauteur de 10,4% en 2023, sous le double effet d'une baisse des exportations du fait de la mauvaise performance du secteur pétrolier et d'une hausse des importations en liaison avec le secteur non pétrolier.

Tableau 1 : Contribution de la demande à la croissance réelle

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	-	Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,0%	-4,4%	-4,6%	0,9%	3,0%	-5,5%
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	-29,4%	-7,1%	-1,5%	1,6%	-7,8%	-11,1%	13,1%	-2,4%	4,8%
Consommation	-22,8%	5,5%	-14,2%	0,7%	1,0%	-8,7%	12,7%	-3,3%	5,2%
Publique (Etat)	-2,0%	1,0%	0,1%	0,8%	0,7%	-2,6%	0,6%	0,1%	1,8%
Privée	-20,8%	4,4%	-14,3%	-0,1%	0,3%	-6,0%	12,1%	-3,4%	3,4%
Investissements bruts	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,4%	0,4%	0,8%	-0,4%
Formation brute de capital fixe	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,4%	0,4%	0,8%	-0,4%
Publics	-1,3%	-10,8%	-2,5%	0,8%	-3,2%	-1,2%	-0,1%	2,3%	0,5%
Privés (Entreprises, ménages et autre)	-5,3%	-1,8%	15,2%	0,1%	-5,5%	-1,2%	0,5%	-1,5%	-0,9%
dont Secteur pétrolier	-2,2%	-1,0%	8,3%	-0,8%	-5,4%	-0,1%	1,4%	1,5%	-2,1%
dont Secteur non pétrolier	-3,1%	-0,8%	6,9%	0,9%	-0,2%	-1,1%	-0,8%	-2,9%	1,2%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EXPORTATIONS NETTES	20,1%	-2,4%	-0,5%	-4,6%	3,4%	6,5%	-12,2%	5,5%	-10,4%
Exportations de biens et services non fact	-4,2%	-3,8%	2,0%	-10,2%	-2,9%	-4,5%	-17,3%	4,1%	-5,1%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pétrole brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens et services non fact	24,4%	1,4%	-2,5%	5,6%	6,3%	11,0%	5,2%	1,4%	-5,3%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Secteur pétrolier	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources: Administrations nationales et BEAC

1.1- Evolution de la contribution de l'offre à la croissance globale

Suivant l'optique offre, le secteur tertiaire a porté la croissance réelle en 2023 à hauteur de 2,0% favorisée notamment par les branches *commerce, restauration et hôtels* ; *transports et télécommunications*, ainsi que les *administrations publiques*. Par contre, les secteurs primaire et secondaire ont négativement contribué à la croissance. En effet, la contribution du secteur primaire demeure fortement négative de 5,3% impacté notamment par la contreperformance des activités de la production de pétrole. Quant au secteur secondaire, après deux années consécutives de contributions positives, pour l'année 2023 l'apport à la croissance est resté négatif de 2,3%. Ce renversement de la tendance du secteur secondaire à la croissance est notamment tributaire au faible rendement du projet *backfill*, qui commence à montrer des signes d'épuisement.

Tableau 2 : Contributions des secteurs à la croissance réelle

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	-	Prév.
Secteur primaire	-2,6%	-6,4%	-4,8%	-2,9%	-2,9%	-0,2%	-4,5%	-1,4%	-5,3%
Agriculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Cultures d'exportations	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Secteur de subsistance	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Élevage et chasse	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et exploitation forestière	0,1%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,2%	-0,1%	0,0%	0,3%	-0,1%
Pêche	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,2%
Pétrole	-2,4%	-5,7%	-4,9%	-2,7%	-2,6%	0,0%	-4,7%	-1,9%	-5,5%
Gaz naturel	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,1%
Autres industries extractives	-0,2%	-0,8%	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,1%	0,1%
Secteur secondaire	-7,1%	-4,4%	2,3%	-2,2%	-3,1%	-2,9%	1,6%	2,9%	-2,3%
Méthanol et Autres Gaz	-5,8%	1,1%	1,4%	-2,4%	-2,4%	-2,2%	1,8%	0,9%	-3,3%
Industries manufacturières	0,4%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%
Énergie, gaz et eau	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%
Construction	-1,7%	-5,7%	0,8%	0,1%	-0,8%	-0,9%	-0,3%	1,9%	0,6%
Secteur tertiaire	0,0%	1,4%	0,3%	2,0%	1,4%	-1,5%	3,6%	1,3%	2,0%
Commerce, restaurant et hôtel	1,6%	0,9%	0,0%	0,1%	0,9%	-1,4%	0,7%	0,1%	1,5%
Transports et télécommunications	0,8%	0,6%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,7%	0,3%	0,6%
Services financiers et immobiliers	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,0%	-0,1%	0,7%	0,2%	0,2%
Services pétroliers	-3,8%	-0,4%	0,2%	0,5%	-0,5%	-0,1%	0,6%	0,5%	-1,3%
Administrations publiques	0,7%	0,4%	0,3%	0,7%	0,8%	0,2%	0,9%	0,3%	0,8%
Autres services	0,6%	-0,1%	-0,2%	0,3%	0,1%	-0,2%	0,0%	-0,1%	0,3%
PIB au coût des facteurs	-9,7%	-9,4%	-2,2%	-3,1%	-4,5%	-4,6%	0,7%	2,8%	-5,7%
Taxes nettes sur les produits	0,4%	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,2%	0,1%
PIB à prix constants	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,0%	-4,4%	-4,6%	0,9%	3,0%	-5,5%
Pour mémoire									
Secteur pétrolier	-8,3%	-4,6%	-3,4%	-5,2%	-5,1%	-2,3%	-2,9%	-1,0%	-8,8%
Secteur non pétrolier	-1,0%	-4,9%	1,3%	2,1%	0,6%	-2,3%	3,8%	4,0%	3,3%

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

1 Secteur primaire

□ Agriculture d'exportation : relance de la production de café

Après une longue période en état d'abandon, le groupe Matroguisa a relancé la production de café à grand échelle sur la partie continentale. Il s'agit d'une initiative privée, démarrée en 2016 et dotée de deux champs, *Ayantang* à Mbini et *Santa Marta*, à Niefang, de 500 hectares chacun. Pour l'année 2023 ; la première campagne d'exportation de café a été enregistré pour un volume de 320 kilogrammes, soit 19,3 tonnes.

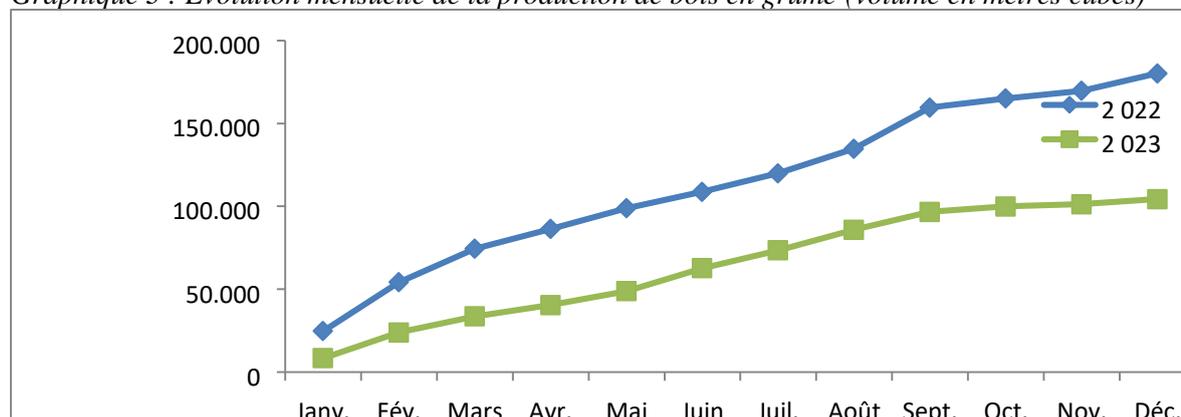
En ce qui concerne la production de cacao, il a été constaté qu'au fil des années cette filière est restée confrontée à plusieurs difficultés ; notamment : (i) le vieillissement des cacaoyers, (ii) l'absence d'un plan ambitieux pour relancer le secteur, et (iii) une faible attractivité pour la main-d'œuvre. Tous ces facteurs constituent des obstacles importants pour le développement durable et la diversification de l'économie. Ainsi la production de cacao correspondant à la campagne 2022-2023, s'est située à 600 tonnes.

□ La sylviculture : chute de la production du bois

Selon les données du Ministère des Forêts et de l'Environnement au 31 décembre 2023 ; la production de bois de 25% en variation annuelle a enregistré une forte baisse se

situant à 104 374 m³ après 170 184 m³ un an auparavant. Cette tendance baissière s'est maintenue tout au long de l'année 2023 est résultante de la décision prise par les Hautes autorités administratives du secteur à fin 2022, de limiter les exportations de bois en grume.

Graphique 3 : Évolution mensuelle de la production de bois en grume (volume en mètres cubes)



Sources : Ministère en charge des Forêts et BEAC

En termes de perspectives l'évolution du secteur demeure inquiétante, des faits suivants :

A) *à court terme* : une forte contraction de la production est attendu, suite à la décision gouvernementale d'interdire totalement les exportations de bois en grume à partir du 30 juin 2024, en contradiction avec la stratégie communautaire de la CEMAC, qui prévoit une prohibition échelonnée pour la période 2024-2027.

B) *à moyen et long termes* : *i*) une réduction progressive de l'extension territoriale forestière, due en partie à l'absence d'un programme national de reforestation ; *ii*) une forte contraction des investissements impactant les niveaux de capacités de production des opérateurs, entraînant ainsi la perte de la valeur ajoutée de la branche et des tensions sur le marché de l'emploi.

En fin, la soutenabilité de l'activité forestière en Guinée Equatoriale exige l'adoption d'un cadre réglementaire effectif, l'amélioration de la gouvernance du secteur pour garantir la traçabilité de ressources forestières nationales, ainsi que l'adoption de politiques visant à encourager les investissements, dans les marges du respect des exigences environnementales.

□ *Pêche : contribution insignifiante de la pêche industrielle*

La contribution à la croissance de la pêche reste faible par rapport à son potentiel, bien que faisant partie des secteurs stratégiques du Programme de Diversification Economique du Gouvernement (PNDES 2035). En termes de données statistiques correspondantes à la période d'analyse, aucune capture n'a été déclarée par le Ministère en charge de la pêche, en raison de la décision adoptée par les autorités politiques du pays d'annuler temporairement l'activité de la pêche dans les eaux juridictionnelles du pays ; en raison des problèmes sécuritaires maritimes dans le Golfe de Guinée.

En termes de perspectives, l'évolution du secteur restera conditionnée à la finalisation des grands projets tels que la transformation de thon à Annobon, cofinancée par l'Etat et la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et le Projet d'Appui au développement des chaînes de valeurs du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture (PASPA), financé par la Banque Africaine de Développement (BAD). Cette dernière pourrait avoir comme impact une production annuelle de 40 000 tonnes sur la base du développement de l'aquaculture et 600 000 tonnes pour la pêche industrielle. En ce qui concerne la pêche artisanale ; l'impact sera indirect à travers l'accompagnement des petits structurent, dont la production est estimée à 14 000 tonnes par an.

□ *Activité pétrolière : chute de la production*

L'évolution de l'activité pétrolière nationale au cours de l'année 2023 a été marquée par : *i*) une dégradation de la production de pétrole brut, suite à l'incident survenu sur la plateforme Zafiro en septembre 2022, qui a impacté les activités de l'opérateur MEGI, dont la production s'est dégradée progressivement tout au long de l'année 2023 ; et, *ii*) une baisse des cours sur les marchés internationaux.

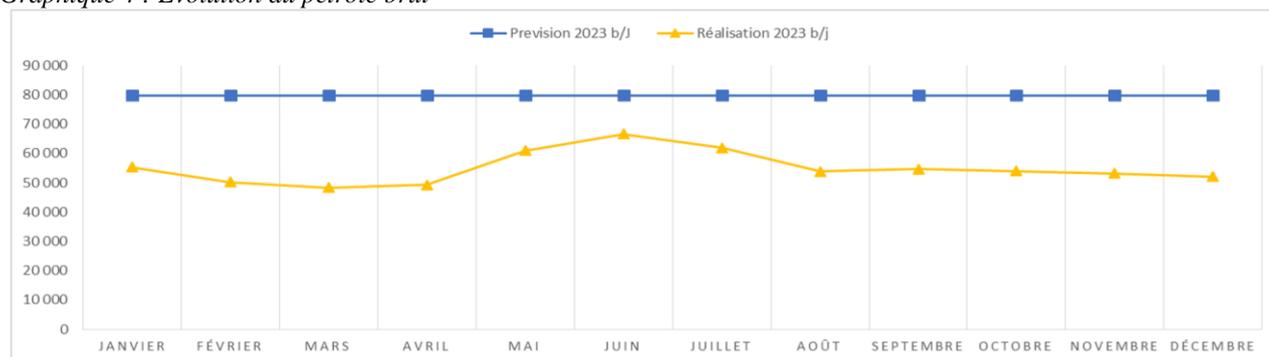
Pour l'année 2024, les expectatives reposeraient sur l'impact probable du départ du plus grand opérateur de pétrole en Guinée Equatoriale du secteur, MEGI, dont les actifs ont été rachetés par l'Etat, à travers la société Gepetrol.

En termes de réalisation, d'après le Ministère de Mines et des Hydrocarbures, la production pétrolière (pétrole brut et condensat) s'est située à 28,7 millions de barils (78 642 barils/j), contre 39,4 millions de barils (108 053 barils/j) en 2022 soit une dégradation de 27,2% au 31 décembre 2023. Ainsi ; l'évolution de la production pétrolière se présente de la manière suivante :

✓ *Pétrole brut*

La production cumulée de pétrole brut s'est située à 20,1 millions de barils (55 268 barils/jour) contre 29,6 millions de barils (81 171 barils/jour) en 2022, soit une chute de 31,9%.

Graphique 4 : Évolution du pétrole brut

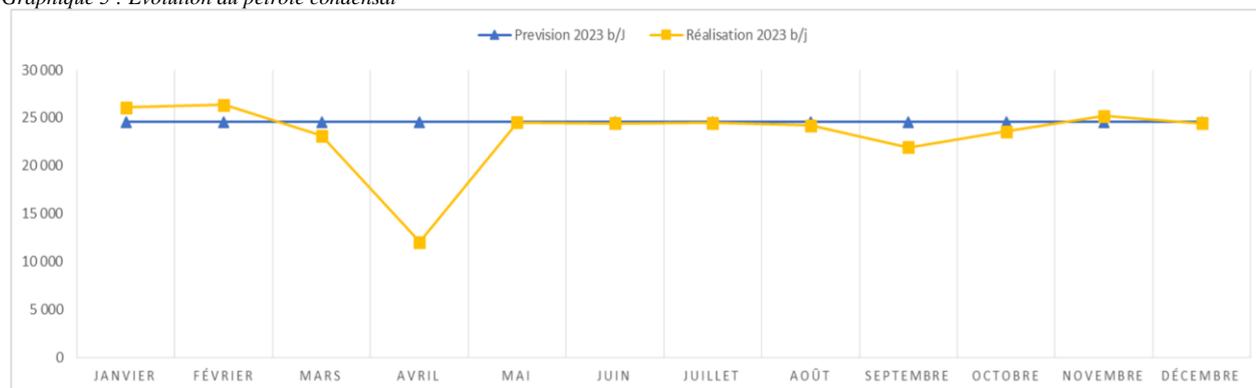


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

✓ *Pétrole condensat*

La production cumulée de condensat au 31 décembre 2023 s'est située 8,3 millions de barils (23 374), contre 9,8 millions de barils (26 874 barils/jour) un an plus tôt, soit une baisse de 13%.

Graphique 5 : Évolution du pétrole condensat



Sources : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

□ *Activité minière*

Deux sociétés opèrent actuellement dans le secteur minier national. Il s'agit de la société *Shefa Gold*, opérant dans la zone de Niefang, déjà en phase de production d'or alluvial ; et aussi dans la zone de Evinayong, toujours en phase d'exploration. Suite aux résultats positifs de la phase de test, l'opérateur prévoit très prochainement d'augmenter

l'investissement pour l'amélioration de sa capacité de production d'or alluvial. Par ailleurs, l'opérateur *Blue Magnolia*, demeure toujours en phase d'exploration sur le bloc K, dans la zone de Mongomo et Ebibeyin.

Pour l'année 2024, l'implémentation d'une société minière, ainsi que le lancement d'une nouvelle ronde de licitations minières sont des activités prévues par le Ministère en charge.

A.2 Secteur secondaire

✓ Branche Gaz Naturel Liquéfié (GNL), Méthanol et Autres Gaz

La dynamique de l'activité gazière en Guinée Equatoriale au cours des trois dernières années a été soutenue par le projet Backfill, dont le but est l'optimisation des ressources gazières du Champ Alen. Cependant, depuis la mise en production du projet en 2021, la production annuelle de gaz, notamment le GNL se sont maintenues toujours en dessous des prévisions initialement faites. A moyen terme 2024-2026 les perspectives autour de la deuxième phase du mégaprojet *Gas Mega Hub* semblent encourageantes.

En termes de réalisation, au 31 décembre 2023 de la production du gaz (Méthanol, GNL, Propane, Butane et LPG Mixte) se situent à 53,7 millions de Baril Equivalents Pétrole (BEP), contre 62,7 millions de BEP un an auparavant, soit un déclin de 14,2%. En termes de structure ; les exportations totales du gaz, le GNL représente 79,0% suivi du méthanol (14,1%), le propane (4,2%) et le butane (2,6%). L'évolution de l'activité en détail, se présente comme suit :

○ Gaz Naturel Liquéfié (GNL)

La production de GNL s'est située à 42,4 millions de BEP, contre 50,2 millions de m3 un an plus tôt, soit une baisse de 15,6%.

Graphique 6 : Évolution du Gaz National Liquéfié



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

○ Méthanol

La production du Méthanol s'est établie à 954,8 milliers de tonnes contre 973,2 milliers de tonnes enregistrées un an auparavant, soit une légère baisse de 1,9%.

○ Autres Gaz

La production des autres Gaz, à savoir le Propane, Butane et *GPL¹ mixte*, est également à la baisse, s'établissant en 3,7 millions de BEP à fin décembre 2023, contre 4,7 millions de BEP produits un an auparavant, soit une contraction de 21,4%, liée à la contreperformance du projet backfill.

✓ Industries forestières et manufacturières

Sur la base des données du Ministère en Charge des Forêts et de l'Environnement au 31 décembre 2023, la transformation du bois s'est située à 58,1 milliers de m³ à fin décembre 2023, contre 38,2 milliers de m³ à la même période en 2022, soit une hausse de 51,9%.

En termes d'analyse, il est à noter que, malgré une évolution positive de l'activité de transformation locale du bois par rapport à l'année précédente, le rendement de cette activité au cours de l'année 2023 a été impacté négativement, suite à la décision des autorités d'interdire le transport de bois transformé par les voies conventionnelles, générant des problèmes logistiques pour les opérateurs et décourageant l'investissement pour l'industrie forestière nationale. L'impact de cette mesure sur l'activité de transformation est apprécié dans le graphique ci-dessous :

Graphique 1 : Evolution de la transformation de bois en 2023



Source : Ministère des Forest et BEAC

¹ Gas de pétrole liquéfié

En ce qui concerne les *autres industries manufacturières*, l'activité de brasseries a connu une embellie, favorisée entre autres facteurs, par l'amélioration de l'offre locale, découlant des meilleures capacités de production des opérateurs, de même que l'atténuation des coûts des matières premières essentielles pour l'industrie maïs, le malt et le sucre.

Ainsi, la production locale s'est située à 852,7 milliers d'hectolitres à fin 2023, après avoir été de 622,4 milliers un auparavant, soit une hausse de 37% par rapport à l'année précédente.

✓ *Energie, gaz et eaux.*

La hausse des investissements publics liés à la génération de l'énergie électrique a amélioré les capacités de production ces dernières années. Ainsi, d'après la Ministère de l'Electricité et des Energies Renouvelables ; la capacité de production est d'environ 112 millions de kW/h, bien supérieure à la demande énergétique nationale, générés par des centrales hydroélectriques et thermiques. Pour l'année 2023, une nouvelle turbine a été installée à la central *Turbogas de la partie insulaire*, augmentant ainsi, la capacité installée de 42 Mégawatt (MW) supplémentaires. Pour l'année 2024, il est envisagé la mise en production de la centrale de Sendje, la plus grande centrale du pays, dotée d'une capacité supplémentaire de production de 200 MW.

Par ailleurs, après plusieurs années de négociations au sein du Pôle Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC), en juillet 2023 ; la Guinée Equatoriale et le Gabon ont signé ; dans le cadre du projet d'interconnexion avec les zones rurales des pays limitrophes. Cette accord vise l'exportation vers le Gabon de la production électrique excédentaire ; avec la Guinée Equatoriale. Cet accord vise à l'électrification de villes frontalières de Bitam, Oyem et Médouneu au Gabon à partir de Mongomo, Acurenam et Ebibeyin en Guinée Equatoriale.

A.3 Secteur tertiaire

✓ *Commerce, restauration et hôtels.*

Au 31 décembre 2023, le chiffre d'affaire globale des sociétés commerciales, y compris les sociétés de commerce en général et en détail, ainsi que les sociétés de vente d'équipements et matériel de construction, c'est stabilité à 256 milliards de FCFA en 2023 tout comme en 2022.

Pour les activités hôtelières, le taux d'occupation moyen des principaux hôtels du pays s'est situé à 40,2% en 2023, contre 34,7% un an auparavant. En termes de perspectives à moyen terme, les attentes sur l'activité touristique du pays reposent sur l'impact du projet de visa en ligne, et sa corrélation avec les services annexes, tel que le transport aérien, l'hôtellerie, le commerce, etc.

✓ *Transports et télécommunication.*

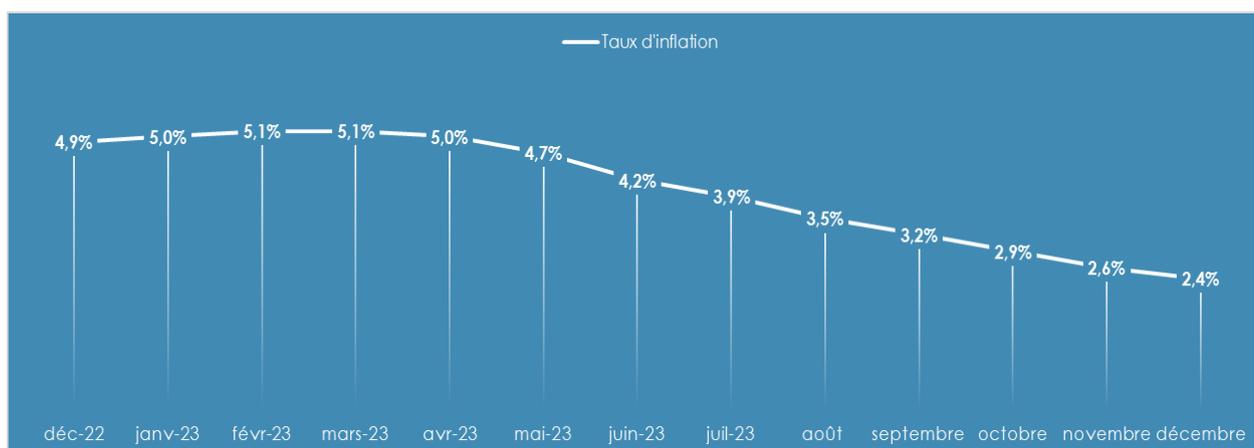
En ce qui concerne les activités des télécommunications, le secteur a poursuivi un dynamisme ces dernières années, suite à l'adoption de l'Arrêté Ministériel n°01/2019 du 05 mars portant réduction progressive du prix d'un giga de données mobiles. Ainsi, depuis le 1er septembre 2022, l'arrêté ministérielle num.3/2022 des télécommunications a revu à la baisse les prix des données internet, ainsi que les tarifs en gros de la fibre optique et des fréquences. De même, le Gouvernement a adopté des mesures pour encourager les investissements dans le secteur, à travers une réduction significative des droits de douane sur les équipements importés.

En termes de perspectives, l'organisme de régulation de l'activité des télécommunications (ORTEL) prévoit une croissance significative du nombre d'internautes du fait de la baisse des coûts d'accès. De même, des travaux sont menés sur la réduction ou la suppression complète du coût de l'interconnexion téléphonique interne. Au niveau communautaire, des travaux sont en cours sur un macro-projet d'unification des réseaux entre les pays de la CEMAC (roaming-zero), qui se traduira par la suppression du coût de réception des appels hors du pays.

A. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PRIX

Sur le front des prix, pareillement à plusieurs économies au niveau mondial, l'économie de la Guinée Equatoriale a continué à faire face à des tensions inflationnistes durant l'année 2023. Ainsi, les données publiées par l'Institut National des Statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE), présentent un taux d'inflation en moyenne annuel de 2,4% à fin décembre 2023, contre 4,9% enregistré à fin décembre 2022. Cette évolution à la baisse de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), est expliquée par la contribution négative de groupe des produits suivants : alimentaires et boissons non alcooliques ; transport et ; boisson alcooliques et tabac. Pour le mois de janvier de l'année en cours, le taux moyen d'inflation s'est situé à 2,2% en dessous de la norme communautaire de 3%.

Graphique 2 : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)



Source : INEGE

B. FINANCES PUBLIQUES

La Loi de Finances de l'Etat pour l'année 2023 a été adoptée sur la base des conclusions de la Troisième Conférence Economique Nationale (III CEN). Son exécution a été encadrée dans un contexte marqué par : i) Une dégradation des perspectives économiques post pandémie à échelle mondiale, du fait du conflit entre l'Ukraine et la Russie, ii) un shock de l'offre mondiale de denrées alimentaires et de l'énergie ; et iii) un rebond progressif des cours mondiaux de matières premières, notamment le pétrole brut et le Gas Naturel Liquéfié.

Tableau 3 : Evolution des Finances Publiques de la Guinée Equatoriale à fin septembre 2023 (en milliards de F CFA)

FINANCES PUBLIQUES	sept-22	déc-22	juin-23	sept-23	var (sept 2023/2022)	
					%	nominale

RECETTES TOTALES	1 726,0	2 259,9	764,6	1 253,3	-27,4%	-472,8
RECETTES PETROLIERES	1 566,7	2 045,6	655,1	1 055,1	-32,7%	-511,6
RECETTES NON PETROLIERES	159,3	214,3	109,5	198,1	24,4%	38 , 8
DEPENSES TOTALES	977,3	1 262,4	677,9	1 109,4	13,5%	132,0
DEPENSES EN CAPITAL	337,0	395,3	290,0	460,6	36,7%	123,6
DEPENSES COURANTES	640,3	867,1	387,9	648,8	1,3%	8 , 5
SOLDE BUDGETAIRE	748,7	997,5	86,7	143,9	-80,8%	-604,8

Sources : Direction Générale du Budget

Sur la base des données fournies par la Direction Générale du Budget à fin septembre 2023, les *recettes budgétaires* se sont décriues de 27,4% (472,8 milliards de FCFA), se situant à 1 253,3 milliards de FCFA contre 1 726,0 milliards de FCFA à fin septembre 2022. Cette évolution décroissante s'explique par la baisse de la production pétrolière et du cours des hydrocarbures.

En termes de structure des recettes budgétaires, les recettes pétrolières représentent 84,2% contre 90,8 % à fin septembre 2022, tandis que les recettes non pétrolières représentent 15,8% contre 9,2% un an plus tôt.

De manière détaillée, les *recettes pétrolières* diminuent de 32,7% (511,6 milliards de FCFA) s'établissant à 1 055,1 milliards de FCFA à fin septembre 2023 contre 1 566,7 milliards de FCFA douze mois auparavant. Cette évolution s'explique par la baisse de recettes pétrolières non fiscales notamment les redevances et les dividendes de l'activité pétrolière. Par contre, les *recettes non pétrolières* enregistrent une augmentation de 24,4% (38,8 milliards de FCFA), atteignant 198,1 milliards de FCFA à fin septembre 2023 contre 159,3 milliards de FCFA au 30 septembre 2022. Cette hausse des recettes non pétrolières s'explique principalement par l'amélioration des dividendes non pétroliers.

En ce qui concerne les *dépenses budgétaires*, les données disponibles reflètent une hausse de 13,5% (134 milliards de FCFA) des dépenses publiques, passant ainsi de 977,3 milliards de FCFA à fin septembre 2022 pour se situer à 1 109,4 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est attribuable à un niveau des dépenses en capital de l'Etat plus important qu'à la même période un an auparavant. Ainsi, les *dépenses en capital* ont affiché une hausse de 36,7% (123 milliards de FCFA), s'établissant à 460,6 milliards de FCFA à fin septembre 2023 contre 337,0 milliards des FCFA un an plus tôt. De même, les *dépenses courantes* ont légèrement augmenté de 1,3% (8,5 milliards de FCFA), se situant à 648,8 milliards de FCFA à fin septembre 2023 après avoir été de 640,3 milliards de FCFA un an auparavant. Cette hausse des dépenses courantes s'explique principalement par l'augmentation des dépenses du personnel de 12,98% (19,16 milliards de FCFA) et des dépenses en biens courants et services de 15,14% (33,94 milliards de FCFA).

Par conséquent, l'exécution budgétaire s'est soldée par une baisse de l'excédent budgétaire de 80,8% (604,8 milliards de FCFA), s'établissant à 143,9 milliards de FCFA à fin septembre 2023, contre un solde également excédentaire de 748,7 milliards de FCFA un an auparavant.

C. SURVEILLANCE MULTILATERALE

Selon les données disponibles et les estimations réalisées par les services de la BEAC, l'évaluation de l'économie de la Guinée Equatoriale laisse entrevoir que le *pays respecterait trois de quatre critères de convergence* à fin décembre 2023, contre deux critères de convergence à fin décembre 2022.

Ainsi, la situation de la Guinée Equatoriale, au regard de ces critères, se présenterait comme suit :

1. Taux d'inflation

Selon les informations communiquées par l'Institut National de la Statistique, le taux d'inflation s'est établi à 2,4 % en moyenne annuelle à fin décembre 2023. *Ce taux étant inférieur à la norme communautaire de 3 %, le critère portant sur l'inflation serait respecté.*

2. Solde budgétaire de référence

Selon le tableau de bord provisoire des finances publiques à fin septembre 2023, et les estimations des services de la BEAC, le solde budgétaire de référence s'établirait autour de 0,57% du PIB réel prévisionnel pour l'année 2023. Cette situation s'expliquerait par un solde budgétaire, base engagements dons compris, qui ressortirait excédentaire pour la période. *Au regard de la norme communautaire qui fixe le plancher à - 1,5 % du PIB, ce critère serait respecté.*

3. Taux d'endettement public

Selon les données provisoires à fin juin 2023 communiquées par la Caisse Autonome d'Amortissement, le stock de la dette publique et à garantie publique s'établit à 2 676 milliards FCFA, représentant 36 % du PIB réel prévisionnel de l'année 2023. *Ce niveau étant en dessous du seuil communautaire fixé à 70 % du PIB, ce critère est respecté.*

4. Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs et apurement du stock existant selon un plan d'apurement validé

L'évaluation de ce critère n'a porté que sur l'apurement du stock d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante, les services de la Banque n'ayant pas reçu d'information sur le plan d'apurement des arriérés existants. Ainsi, au regard des données reçues de la Caisse Autonome D'Amortissement de la Dette Publique à fin juin 2023, le stock de la dette publique aurait diminué de 7% en glissement trimestriel entre le 1^{er} trimestre et le deuxième trimestre de l'année en cours, l'Etat n'a pas accumulé d'arriérés de paiement sur la période sous revue. *En conséquence, le critère relatif à la non accumulation d'arriérés sur la gestion de la période courante est respecté, tandis que l'aspect concernant l'apurement du stock existant selon un plan d'apurement valide n'a pas été respecté. Ce critère n'a pas été respecté.*

D. SECTEUR EXTERIEUR

S'agissant des comptes extérieurs, *L'excédent du compte courant diminuerait de 41% passant de 178 milliards de FCFA en 2022 pour se situer à 105 milliards de FCFA en 2023.*

Cette évolution s'expliquerait principalement par la diminution de 69% de l'excédent de la balance commerciale en dépit d'une amélioration de la balance de revenus. En effet, l'évolution des principaux composants du compte courant à savoir : la balance commerciale, la balance des services et la balances des revenus, se présentent comme suit.

Une diminution du 69% de l'excédent de la balance commerciale qui passe de 2.976 milliards de FCFA en 2022 à 1.696 milliards de FCFA en 2023, en relation avec la baisse de 35% des exportations ;

*Une diminution de 8% du déficit de la balance des services. L'amélioration du déficit de la balance des services durant les périodes 2022 et 2023 a été due à la réduction de 26% des dépenses d'importation de services d'assistance technique de la part de des sociétés pétrolières; **Une amélioration considérable du déficit de la balance de la revenue, qui s'est établit à 413 milliards de FCFA en 2023 contre 2.381 milliards de FCFA en 2022, résultant de la diminution des paiements al extérieur en concept des revenue d'inversion, principalement dans le secteur des hydrocarbures.***

Le solde du compte de capital serait marginal en 2023 et 2024, après un solde négatif de 0,1 milliards de FCFA enregistré en 2022.

Le compte financier a enregistré un solde débiteur de 268 milliards de FCFA en 2023 contre un solde créditeur de 748 mil millions de FCFA l'année précédente. Cette évolution

se justifie principalement par la diminution de l'inversion directe étrangère du secteur pétrolier.

Le solde de la balance des paiements du pays serait déficitaire en 2023 et 2024 de 162 et 168 milliards de FCFA respectivement et serait financé principalement à travers le compte d'Operations.

E. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale en glissement annuel au 31 décembre 2023 a été marquée par : *i)* une augmentation de la position excédentaire extérieure globale, *ii)* une augmentation des créances nettes sur l'Etat, *iii)* une baisse du financement de l'économie et *iv)* une augmentation de la masse monétaire.

Tableau 4 : Situation résumée des agrégats monétaires (En millions de FCFA)

	déc-20	déc-21	2022		2023				VARIATIONS	
			juin	décembre	septembre	octobre	novembre	décembre	déc/nov 23	déc2023/22
AVOIRS EXTERIEURS NETS	- 245 921	- 151 413	475 902	768 242	944 073	916 515	923 349	938 504	1,64%	22 ,16%
CREDIT INTERIEUR	1 653 660	1 515 745	1 076 791	813 760	569 090	552 690	745 889	748 546	0,36%	-8 ,01%
Créances nettes sur l'Etat	711 131	601 772	196 103	- 81 487	- 340 738	- 345 891	- 170 262	84 884	149,85%	204,17 %
Dont : PNG	769 934	651 140	257 409	- 15 891	- 267 126	- 272 681	- 95 411	160 535	268,26%	1110,23 %
Crédit à l'Economie	942 529	913 973	880 688	895 247	909 828	898 581	916 151	663 662	-27,56%	-25,87 %
TOTAL RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 407 739	1 364 332	1 552 693	1 582 002	1 513 163	1 469 205	1 669 238	1 687 050	1,07%	6 ,64%
MASSE MONETAIRE	996 013	999 573	1 198 389	1 206 574	1 376 774	1 362 733	1 415 769	1 439 862	1,70%	19 ,33%
AUTRES RESSOURCES : fonds propres et autres postes nets	411 726	364 759	354 304	1 478 043	136 389	106 472	253 469	247 188	-2,48%	-83,28%

Source : BEAC

1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)

1.1. Avoirs extérieurs nets

Dans l'ensemble, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont augmenté de 22,16% (170,26 milliards de FCFA), passant d'un solde de 768,24 milliards de FCFA en décembre 2022 à un solde de 938,50 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est favorisée principalement par la hausse des avoirs extérieurs bruts de 10,37% et par la diminution des Engagements Extérieurs de 18,49%.

Ainsi, l'augmentation des avoirs extérieurs bruts s'explique à la fois par la hausse des avoirs extérieurs des banques commerciales de 50,91% (94,79 milliards de FCFA) passant d'un solde de 186,21 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à un solde de 281,00 milliards de FCFA un an plus tard, et par la hausse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale de 1,95% (17,43 milliards de FCFA) passant d'un solde de 895,90 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à un solde de 913,33 milliards de FCFA un an plus tard.

Par contre, les engagements extérieurs ont diminué de 18,49% (58,04 milliards de FCFA), passant d'un solde de 313,86 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à un solde de 255,83 milliards de FCFA un an plus tard. Cette baisse est due principalement à la diminution des engagements extérieurs des banques commerciales de 52,86%.

1.2. Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur a connu une baisse de 8,01% (65,21 milliards de FCFA), passant ainsi de 813,76 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à 748,55 milliards de FCFA à la même date un an plus tard. Cette évolution est liée principalement à la baisse des crédits à l'économie.

✓ Créances nettes sur l'Etat

La position nette de l'Etat sur le système monétaire est ressortie créditrice 84,88 milliards de FCFA au 31 décembre 2023 contre une position nette débitrice 81,49 milliards de FCFA en décembre 2022, soit une dégradation de 166,37 milliards de FCFA, soit 204,17%. Cette évolution des créances nettes de l'Etat a été expliquée principalement par la diminution des Dépôts et Encaisses de l'Etat face à la BEAC de 31,61% (304,20 milliards de FCFA), passant d'un solde de 962,20 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à un solde de 658,00 milliards de FCFA un an plus tard.

✓ Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie a connu une diminution de 25,87% (231,56 milliards de FCFA) sur la période d'analyse. Il est passé de 895,25 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à un solde de 663,66 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette baisse a été expliquée principalement par une forte diminution de l'encours de crédits d'une banque de la place qui s'établit à 255,17 milliards de FCFA sur la période sous revue.

Suivant la maturité de crédits octroyés par les banques à fin décembre 2023, l'analyse a fait ressortir la situation suivante : 445,22 milliards de FCFA de crédits à court terme, 193,57 milliards de FCFA de crédits à moyen terme et 24,87 milliards de FCFA de crédits à long terme.

En termes de structure globale, les crédits à court terme ont représenté 67,08%, tandis que les crédits à moyen et à long terme ont représenté 29,17% et 3,75% respectivement du total des crédits à l'économie.

En termes de répartition des crédits par secteur d'activité, les branches les plus importantes sont : « Bâtiment et Travaux Publics », « production des services destinés à la collectivité de services sociaux et de services personnel » et « Commerce de gros et détail - restauration et hôtel » représentant ainsi 45,98%, 12,14% et 10,34%, respectivement.

2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)

La masse monétaire (M2) s'est accrue de 19,33% (233,29 milliards de FCFA) passant de 1 206,57 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à 1 439,86 milliards de FCFA un an plus tard, en liaison avec la dynamique de ses composantes.

Selon l'analyse des composantes de la masse monétaire au sens large, les disponibilités monétaires (M0), concernant les dépôts à vue qui comprennent la monnaie fiduciaire et monnaie scripturale, elles ont augmenté de 23,75% (225,27 milliards de FCFA), passant de 948,37 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à 1 173,64 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est liée à la hausse de la monnaie scripturale de 34,31% (212,12 milliards de FCFA) sur la période d'analyse. Quant à la quasi-monnaie (M1), qui concerne les dépôts à terme elle s'est également accrue de 3,10% (8,01 milliards de FCFA), passant de 258,21 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à 266,22 milliards de FCFA un an plus tard.

En ce qui concerne la structure de la masse monétaire, les disponibilités monétaires ont représenté 81,51% au 31 décembre 2023, contre 78,60% à la même période un an plus tôt ;

la quasi-monnaie quant à elle a représenté 18,49% à fin décembre 2023 contre 21,40% douze mois plus tôt.

F. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE

Entre décembre 2022 et décembre 2023, la situation comptable de la BEAC en Guinée Equatoriale a été marquée :

- à l'actif, par une forte diminution des créances sur les banques et,
- au passif, par la diminution des dépôts et encaisses de l'Etat.

Tableau 5 : Situation comptable résumée de la Banque Centrale (En millions de FCFA)

ACTIF	déc-22	déc-23	Var (déc 2023/2022)		PASSIF	déc-22	déc-23	Var (déc 2023/2022)	
			valeur nominale	%				valeur nominale	%
	895 899	913 331	17 432	1,95%		636 872	816 536	179 664	28,21%
Avoirs extérieurs	840 029	836 028	-4 001	-0,48%	Base monétaire	962 200	658 004	-304 196	-31,61%
Créances sur l'Etat	128 000	0	-128 000	100,00%	Dépôts de l'Etat	213 303	208 428	-4 875	-2,29%
Créances sur les banques	0	0	0		Engagements Extérieurs	-2 762	-2 189	573	-20,75%
Avances aux IFNB	6 810	6 581	-229	-3,36%	Fonds Propres	61 125	75 161	14 036	22,96%
Autres postes de l'actif					Autres postes du passif				
TOTAL	1 870 738	1 755 940	-114 798	-6,14%	TOTAL	1 870 738	1 755 940	-114 798	-6,14%

Source : BEAC

1. L'ACTIF

1.1. Avoirs extérieurs

Les **avoirs extérieurs** ont augmenté de 1,95% (17,43 milliards de FCFA), passant de 895,90 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à 913,33 milliards de FCFA à fin décembre 2023. Cette hausse est due à l'augmentation des autres créances et avoirs en devises convertibles de 126,66% (127,03 milliards de FCFA) gérés à la Salle des Marché de la Banque Centrale, malgré la diminution du solde du Compte d'Opérations de 14,14% (109,01 milliards de FCFA) sur la période d'analyse.

Pour l'ensemble de la Zone d'Emission, le solde créditeur du Compte d'Opérations a enregistré une baisse de 14,77% (823,50 milliards de FCFA), passant ainsi de 5 574,83 milliards de FCFA en décembre 2022 à 4 751,33 milliards de FCFA à fin décembre 2023.

1.2. Créances sur l'Etat

Les **créances sur l'Etat**, ont légèrement décréue de 0,48% (4 milliards de FCFA), passant de 840,03 milliards de FCFA en décembre 2022 à 836,03 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution a été expliquée par la diminution de 2,82% des Fonds fiduciaire (contrepartie versée au Trésor) de 3,50 milliards de FCFA et la contrepartie des crédits du FMI de 2,82% (1,78 milliards de FCFA).

1.3. Les créances sur les banques

Les **créances sur les banques de la Guinée Equatoriale** ont chuté de 100% (128,00 milliards de FCFA), passant de 128,00 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à un solde nul un an plus tard. Cette évolution a été expliquée en raison de non souscription des banques aux concours du marché monétaire de la Banque Centrale durant le mois de décembre.

1.4. Autres postes de l'actif

Les **autres postes de l'actif** (immeuble et mobilier, comptes d'ordre divers, souscription de la quote-part au FMI en devises, etc..) ont connu une baisse de 3,36% (0,23 milliards de FCFA) à fin décembre 2023, passant d'un solde de 6,81 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à un solde de 6,58 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette diminution est résultante de la baisse simultanée de valeur du compte des immeubles et mobilier et du compte souscriptions de la quote-part au FMI en devise.

2. PASSIF

2.1. Base monétaire

La **Base monétaire** s'est accrue de 28,21% (179,66 milliards de FCFA), passant de 636,87 milliards de FCFA en décembre 2022 à 816,54 milliards de FCFA en décembre 2023. Ses principales composantes ont évolué comme suit :

- Billets et monnaies hors banques créatrices de monnaie : hausse de 3,99% (13,16 milliards de FCFA), passant de 330,05 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à 343,21 milliards de FCFA à fin décembre 2023 ;
- Réserves des banques créatrices de monnaie : hausse de 54,39% (166,51 milliards de FCFA), passant de 306,11 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à 472,62 milliards de FCFA un an plus tard ;

- Dépôts des institutions financières non bancaires : maintenues inchangées d'une valeur de 0,71 milliards de FCFA en glissement annuel entre fin décembre 2022 et fin décembre 2023 ;
- Dépôts des entreprises publiques non financières : restées stable de 0,006 milliards de FCFA en glissement annuel entre fin décembre 2022 et fin décembre 2023.

2.2. Dépôts de l'Etat

Les **dépôts et encaisses de l'Etat** auprès de la BEAC ont déchu de 31,61% (304,20 milliards de FCFA), passant de 962,20 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à 658,00 milliards de FCFA un an plus tard. Cette baisse a été expliquée principalement par la diminution du solde des dépôts spéciaux du Trésor et Comptables Publics de 291,61 milliards de FCFA.

2.3 Engagements extérieurs

Les **engagements extérieurs de la BEAC en Guinée Equatoriale** ont baissé de 2,29% (4,88 milliards de FCFA), passant de 213,30 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à 208,43 milliards de FCFA à la même période un an plus tard. Cette évolution a été expliqué principalement par la baisse des Allocations en DTS de 4,23 milliards de FCFA et du recours au crédit du FMI de 1,78 milliards de FCFA.

2.4 Autres postes du passif

Les **Autres postes du passif** (Compte de Résultat, Comptes d'ordre divers, les écarts sur dépôts des Banques et Institutions Financières de la zone, écart sur les comptes courants des trésors nationaux, ...) ont connu une hausse de 22,96% (114,80 milliards de FCFA), passant de 61,13 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 à 75,16 milliards de FCFA un an plus tard, favorisée principalement par à la reprise des engagements issus de l'écart sur les dépôts des banques et les institutions financières de la zone de 20,00 milliards de FCFA.

Pour conclure, **le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs** de la CEMAC a enregistré une évolution à la hausse, passant d'un taux de couverture de 73,09% au 31 décembre 2022 à 71,94% au 31 décembre 2023.

G. SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

1. Evolution de la situation bilancielle

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 31 décembre 2023. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFI GE), CCEI BANK GE (CCEI GE), Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Le total agrégé des bilans s'établit à 1 806 Milliards FCFA. Il est en progression de 3,8 % par rapport au 31 décembre 2022. Ces principaux postes ont évolué ainsi :

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 531 Milliards FCFA (84,7 % du total du bilan). Ils sont en augmentation de 31,4 % par rapport à décembre 2022

Les crédits bruts à la clientèle sont de 963 Milliards FCFA. Ils se sont repliés de 0,6 % par rapport à leur niveau de décembre 2022. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle sont en augmentation de 3,6 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 169 Milliards FCFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 794 Milliards FCFA (43,9 % du total du bilan), soit une variation annuelle de -1,4 %.

Les créances en souffrance s'élèvent à 313 Milliards FCFA. Elles représentent 32,5 % des crédits bruts contre 56,6 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée, à la situation qui prévalait en décembre 2022. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 54,0 % contre 29,8 % en décembre 2022.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 192,9 % (contre 144,7 % en décembre 2022). Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 737 Milliards FCFA. On relevait un excédent de 360 Milliards FCFA en décembre 2022.

Les banques de la Guinée Equatoriale dégagent un excédent des capitaux permanents de 86 Milliards FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. A fin décembre 2022, il s'élevait à 183 Milliards FCFA.

L'excédent de trésorerie se situe à 818 Milliards FCFA (45,3 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de +48,6 %, par rapport à la situation prévalant douze mois plus tôt.

2. Respect des normes prudentielles

Au plan de l'analyse prudentielle, sur les 5 banques figurant dans le champ d'analyse (sans changement par rapport au mois précédent et l'année précédente à la même date) :

- ✓ 2 banques sont en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum (contre 2 banques l'année précédente à la même date) ;
- ✓ en matière de solvabilité, 2 banques extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, contre 2 banques l'année précédente à la même date ;
- ✓ dans le cadre des normes de division des risques, 2 banques parviennent à respecter la limite globale en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 10 % desdits fonds propres (contre 2 banques l'année précédente à la même date) et seulement 1 banque se conforme à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 25 % des fonds propres nets (contre 1 banques l'année précédente à la même date) ;
- ✓ s'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 1 banque réalisent un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % (contre 1 banque l'année précédente à la même date) ;
- ✓ en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 4 banques (contre 4 banques l'année précédente à la même date) ;
- ✓ quant au respect du coefficient de transformation à long terme, 1 banque parvient à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes (le nombre de banques en conformité était de 1 l'année précédente à la même date) ;
- ✓ enfin, 2 banques maintiennent la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (le nombre de banques en conformité était de 2 l'année précédente à la même date).

Au total, 1 banque seulement dispose de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat (contre 1 banque l'année précédente à la même date).

H. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TITRES PUBLICS

✓ STRATEGIE ET EVOLUTION DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Conformément à ses statuts, la Banque Centrale garantit la stabilité monétaire. Cette mission se décline stratégiquement en un double objectif ; au plan interne, elle consiste en une quête de la stabilité des prix à moyen terme et, au plan externe, elle vise une couverture suffisante de la monnaie. Du point de vue opérationnel, la stabilité de la monnaie est assurée, au plan interne, lorsque le taux d'inflation en moyenne annuelle est inférieur ou égale à 3 %, et au plan externe, lorsque le niveau des avoirs extérieurs bruts représente au moins 20 % des engagements à vue de la BEAC.

Pour atteindre son objectif, l'approche retenue par la BEAC consiste à intervenir sur le marché monétaire via les opérations d'Open Market, soit en ponctionnant, soit en injectant de la liquidité, afin de piloter le Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) du marché monétaire autour de son principale taux directeur (TIAO). Ce pilotage se fait à l'intérieur d'un corridor constitué par le Taux de la Facilité de Prêt Marginal (taux plafond) et le Taux de la Facilité de Dépôt (taux plancher). Cette démarche se traduit par des interventions périodiques d'appel d'offres, renforcées si nécessaire par d'autres instruments au titre d'apports supplémentaires ou de retraits de liquidités.

L'évolution de la situation du marché monétaire de la Guinée Equatoriale, au 31 décembre 2023, a été marquée principalement par : (i) une progression du volume des opérations de reprise de liquidité sur le système bancaire, (ii) une diminution du volume des injections de liquidités et, (iii) la poursuite du dynamisme du marché interbancaire et des titres publics.

□ Evolution de reprise de la liquidité de la Banque Centrale

Entre les quatrièmes trimestres 2022 et 2023, le compartiment des interventions de la BEAC sur le marché monétaire a été marqué par un recours continué aux opérations de ponction de liquidités, autorisées par Décision n° 02/CPM/2021 du CPM en sa session du 28 juin 2021 et par les injections de liquidité suite à la demande récurrente de refinancement d'un établissement de la place.

S'agissant des opérations de *reprises de liquidité par la BEAC*, l'encours mobilisé a diminué au cours des trois derniers mois, pour l'opération principal de reprise de liquidité (OPRL), passant de 100 milliards FCFA en octobre 2023 à 65 milliards FCFA en décembre

2023 et l'opération de reprise de liquidité à maturité longue (ORLML) a diminué aussi, en passant de 110 Milliards de FCFA à 60 Milliards FCFA en décembre 2023.

Ainsi, pour l'opération principale de reprise de liquidité hebdomadaire (OPRL), les montants mis en adjudication ont varié de 30 à 170 Milliards de FCFA. Pour les opérations de reprise de liquidité à maturité longue (ORLML) le montant mis en adjudication est fixe à 50 milliards de FCFA.

Par ailleurs, le taux d'adjudication appliqué pour l'OPRL variait entre 0,85% et 1,25% dans le même période. Pour l'ORLML, le taux d'adjudication appliqué oscillait entre 1,00% et 1,50% au quatrième trimestre 2023.

□ Evolution des opérations d'injection de liquidités

En ce qui concerne les opérations *d'injection de liquidité par la BEAC (opération principale d'injection de liquidité et opération d'injection de liquidité à maturité longue) aucune* n'a été lancée au cours de la période référencée. Cette situation est en lien avec la gestion de la liquidité par la Banque Centrale fondée sur la prévision des Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire (FALB).

Ainsi, l'encours moyen trimestriel des avances au titre de *la facilité de prêt marginal* (FPPM), a diminué à 12,15% milliards FCFA sur la période analysée. Cette évolution est expliquée principalement par la réduction du montant de la FPPM suite à l'arrêt du recours au financement par une banque de la place à fin novembre 2023.

Tableau 1 : Evolution des encours moyen d'injections de liquidité au quatrième trimestre 2022-2023 en millions de Fcfa

Encours moyen d'injection de liquidité			
	2022	2023	EVOLUTION %
octobre	108	102	- 6
novembre	108	92	- 15
décembre	115	-	- 100
TOTAL	110	97	- 12,15

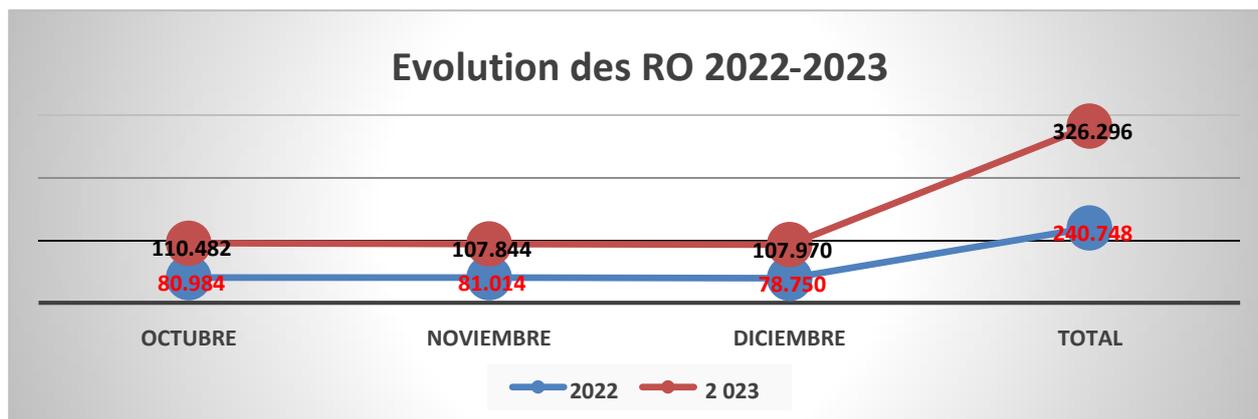
Source : BEAC

- **Evolution des réserves obligatoires**

En ce qui concerne les Réserves Obligatoires, la BEAC a maintenu inchangés les coefficients des réserves obligatoires au cours de la période référencée, à 7,00 % pour les exigibilités à vue et 4,50 % pour les exigibilités à terme.

Ainsi, le volume des Réserves Obligatoires à constituer par les assujettis se situe au-delà du minimum exigé par la BEAC. A cet effet, elles sont passées de 240,7 milliards FCFA au cours de la période de référence pour s'établir à 326,3 milliards au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des dépôts de la clientèle du système bancaire.

Graphique 2 : Evolution des réserves obligatoires



Source : BEAC

• **Conditions d'intervention de la BEAC**

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC, en sa session ordinaire du 12 décembre 2023, a décidé de maintenir inchangés ses principaux taux d'intervention comme ciaprès :

Principaux taux d'intervention de la BEAC

Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) :	5,00 % (inchangé)
Taux de la Facilité marginale de prêt :	6,75 % (inchangé)
Taux de la Facilité marginale de dépôts :	0,00 % (inchangé)

Taux d'intérêt sur Placements Publics de la BEAC

Fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP0):	0,40 % (inchangé)
---	-------------------

Mécanisme de Stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) : 0,05 % (inchangé)

Dépôts Spéciaux (TISPP2) : 0,00 % (inchangé)

Source : BEAC

□ Evolution du marché interbancaire

Le volume total des transactions interbancaires a régressé de 19% entre le quatrième trimestre 2022 et 2023, passant de 193,66 **milliards** de FCFA au quatrième trimestre 2022 à **157,67 milliards** de FCFA au quatrième trimestre un an plus tard. Cette évolution s'explique notamment par : *i*) la diminution des injections des liquidités par la BEAC au mois de novembre 2023, entraînant ainsi les banques à concourir sur le marché interbancaire pour satisfaire leurs besoins ; *ii*) la préférence de certains établissements de crédit à faire des opérations intragroupes au détriment des intergroupes, et *iii*) la facilité de mobilisation des fonds très élevés à court terme et avec des taux intérêts favorables.

En effet, l'encours des transactions interbancaires en glissement trimestriel entre 2022 et 2023 correspond aux opérations de pension livrée et opérations en blanc de maturité, allant de 3 à 34 jours avec des taux oscillant entre 5,0% et 6,5%.

Tableau 2 : Evolution des opérations sur le marché interbancaire en million Fcfa

	2022	2023	Evolution(%)	Observations
Octobre	71 231	67 500	-5 %	maturité de 3 jrs a 34 jrs
Novembre	59 213	49 173	-17 %	
Décembre	63 213	41 000	-35 %	TTMP de 5% à 6,5%
TOTAL	193 657	157 673	-19%	

Source : BEAC

□ Evolution du marché des titres publics

Au cours de la période analysée, le Trésor Public a lancé 2 émissions de Bons du Trésor Assimilables (BTA) à 52 semaines avec des taux moyens pondérés passant de 7,50 % à 6,00%, pour un montant total de 16,8 milliards de FCFA. Il est à signaler que ces opérations constituent l'essentiel des émissions de la Guinée Equatoriale au cours de la période de référence.

Tableau n° 4 : Evolution des titres publics en millions FCFA

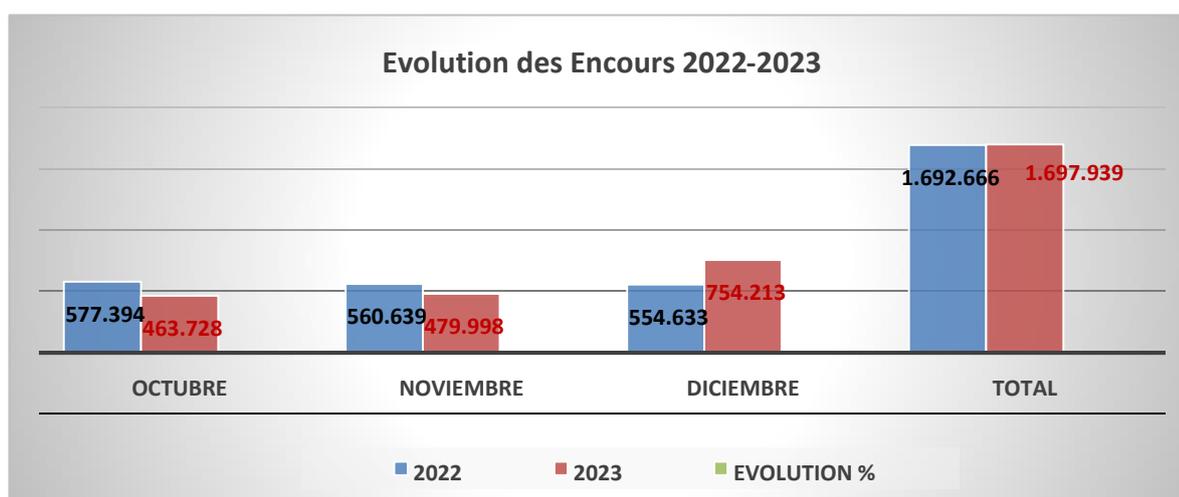
	2022		2023		évolution		
	Montant demande	Montant Mobilisée	Montant demande	Montant mobilisée	montant demande	Montan Mobilisée	%
octobre	-	-	10 000	500	10 000	500	1 900
novembre	-	-	25 000	16 270	25 000	16 270	54
décembre	-	-			-	-	
TOTAL		-	35 000	16 770	35 000	16 770	109

Source : BEAC

L'encours de la dette sur le marché des titres publics (BTA et OTA) de l'Etat Equato-Guinéen est en constant augmentation. En effet, il s'est élève à 754,21 milliards au 31 décembre 2023, contre 554,63 milliards un an plutôt à la même date.

A cet effet, le dynamisme du marché des valeurs du Trésor, observé depuis quelques années, s'est poursuivi au cours de la période sous revue. En effet, le volume total du portefeuille des émissions des titres publics par adjudication du Trésor Public organisés par la BEAC a augmenté de 100%, pour s'établir à 35 milliards FCFA au 4^{ème} trimestre 2023, contre aucune opération à la même période un an auparavant.

Graphique 6 : Evolution des Encours de Titre Publiques au 4^o Trimestre 2022-2023



Source : BEAC

□ Concours de la BEAC au Trésor National

Les concours de la Banque Centrale aux Etats sont constitués (i) des créances consolidées sur les avances statutaires, et (ii) des titres publics rachetés sur le marché secondaire des valeurs du Trésor de la CEMAC.

Le total des engagements de l'État vis-à-vis de la BEAC a demeuré de 608, 70 milliards FCFA au 31 décembre 2023. S'agissant des échéances de remboursement en intérêts, un montant total de 4,47 milliards FCFA, a été entièrement honoré par l'État Equatoguinéen au 31 décembre 2023, même montant réglé un an auparavant.

Dans le cadre du plan de riposte de la Banque Centrale à la pandémie de COVID-19, le CPM avait adopté, par Décision n° 06/CPM/2020 du 22 juillet 2020, un programme de rachat des titres publics sur le marché secondaire pour un montant plafonné à 600,0 milliards, à raison de 100,0 milliards par Etat.

Ainsi, au 31 décembre 2023, l'encours des titres rachetés par la BEAC pour l'Etat, compte tenu des tombées d'échéances, s'est situé à 47,07 milliards FCFA, constitué uniquement des OTA.

- **Evolution des placements publics**

Le solde du compte *Dépôt Spéciaux*, a diminué de 0,32 milliards au cours de la période sous revue, pour s'établir à 0,48 milliards FCFA à fin décembre 2023 contre 0,16 milliards FCFA la même période un an auparavant. Cette évolution est due par le retrait anticipé effectué par le Trésor.

Quant au compte *Mécanisme des Recettes Budgétaires*, le solde a régressé de 43% au cours de la période sous revue, passant de 700,12 milliards FCFA en décembre 2022 à 400,16 milliards FCFA au 31 décembre 2023. Cette évolution est expliquée principalement par l'augmentation du volume des retraits anticipés effectués par le Trésor, par rapport à la période sous revue.

En ce qui concerne le compte *Fonds pour les Générations Futures*, le solde s'est accru de 12,21 milliards FCFA, passant de 42,85 milliards FCFA au 31 décembre 2022 pour s'établir à 55,85 milliards FCFA au 31 décembre 2023, suite à une capitalisation d'intérêts de 0,207 milliards effectué par le Trésor, le 15 mars 2023.

Evolution des Dépôt Publics de l'Etat au 4 ^e trimestre 2022 et 2023									
									en millions de FCFA
	2022			2023			E volution EN %		
	Depositos Especiales	Mecanismos de Ingresos Presupuestaria	Fondo de reservas para las Futuras Generaciones	Depositos Especiales	Mecanismos de Ingresos Presupuestaria	Fondo de reservas para las Futuras Generaciones	DS	MSRB	FGF
octobre	39 575	560 117	42 680	653	471 440	54 850	- 98	- 16	29
novembre	59 894	700 117	42 680	483	400 160	54 850	- 99	- 43	29
decembre	23 571	700 117	42 850	48	400 160	55 058	- 100	- 43	28
TOTAL	123 040	1 960 351	128 210	1 184	1 271 760	1 271 760	- 99	- 35	892

• PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT, MOYEN ET LONG TERME (2024-2027)

A moyen terme, l'Etat équato-guinéen devrait poursuivre sa stratégie annoncée de diversification économique, notamment dans les branches « *Sylviculture et exploitation forestière* », « *Tourisme* », et dans une moindre mesure la branche « *Agriculture* », et d'investissements dans l'éducation et la santé. D'importants projets sont en cours afin de redynamiser à moyen terme les autres secteurs de l'économie. De plus, pour améliorer les perspectives économiques du pays, il est envisagé la création d'une zone économique spéciale, avec un recours mesuré aux Partenariats Publics Privés (PPP). Le secteur pétrolier devrait être fortement impacté par la qualité des négociations entre l'Etat et l'entreprise MEGI qui cesserait ses activités dans le pays en 2024. Ainsi, la récession économique devrait globalement ralentir, profitant ainsi des performances du secteur non pétrolier.

Pour l'année 2024, l'économie équato-guinéenne devrait observer de bonnes performances dans plusieurs secteurs, notamment dans le secteur primaire et plusieurs branches du secteur tertiaire. Globalement, la Guinée Equatoriale devrait connaître une expansion économique, avec un taux de croissance à 3,5 % après la récession enregistrée en 2023. Plus spécifiquement, la prévision macroéconomique dans le scénario de base serait caractérisée par :

- un regain des activités en termes réels de 3,5% en raison des bonnes performances prévisibles du secteur non pétrolier (6,2%) en dépit des contreperformances attendues dans le secteur pétrolier (-2,7%);
- de fortes tensions inflationnistes, du fait de la hausse anticipée des prix des produits pétroliers et ses corollaires sur les paniers de la ménagère, avec un taux d'inflation qui dépasserait le seuil communautaire à 3,2%;

- une dégradation du solde budgétaire, base engagements, hors dons, qui devrait revenir à 0,1 % du PIB après un excédent de 0,1 % en 2023, en relation avec une baisse des dépenses publiques totales à 17,3% du PIB après 17,6% en 2023 ;
- une détérioration du compte courant, dons inclus, qui devrait revenir d'un excédent à 1,4 % du PIB en 2023 à un déficit de 4,9%, sous l'effet conjoint d'une baisse des exportations à 33,0 % du PIB après 35,7% en 2023 et d'une hausse des importations à 30,0 % du PIB après 28,8 % en 2023 ;
- sur le plan monétaire, *i*) les avoirs extérieurs nets devraient se creuser de 22,2 % en 2024 ; *ii*) les crédits à l'économie reculeraient de 1,1% ; et, *iii*) les créances nettes sur l'Etat équato-guinéen devraient fortement croître pour couvrir le déficit budgétaire de près de 107,3 milliards prévu dans la Loi de Finances 2024. Il résulterait de ces évolutions une croissance de 13,2% de la masse monétaire. Les réserves extérieures se situeraient à 2,8 mois d'importations des biens et services après 4,0 mois estimés en fin d'année 2023.

A moyen et long terme (2025-2027), les perspectives seraient encourageantes pour la Guinée Equatoriale, même si elles sont conditionnées par la mise en place d'un certain nombre de réformes qui seront structurantes pour l'économie du pays. Dans le domaine pétrolier, selon l'information reçue du Ministère des Mines et Hydrocarbures, le pays dispose d'énormes réserves inexploitées de gaz et de pétrole, et devrait tirer largement profit de cette manne avec le rachat des actifs de l'opérateur EXXON MOBIL par l'Etat Equato-Guinéen à travers la compagnie nationale GEPETROL qui a déjà conclu un partenariat avec l'entreprise PETROFAC.

Dans le domaine de la pêche, selon l'information reçue du Ministère tuteur, la Guinée Equatoriale dispose de l'une réserve de thon importante. L'usine de production de thon construit à hauteur de 16 milliards, financée par la BDEAC à hauteur de 10 milliards de FCFA et par l'Etat 6 milliards de FCFA, démarre officiellement ses activités dès le mois de mars 2024. Cette usine améliorerait la capacité productive et serait génératrice de nombreux emplois. Dans le domaine de la pétrochimie, le site d'implantation de nouvelle raffinerie a déjà été attribué et les travaux de construction devraient débuter courant l'année 2024. Cette nouvelle raffinerie devrait améliorer considérablement l'autonomie énergétique du pays et permettrait également d'accroître ses exportations en produits pétroliers.

Cependant, l'un des talons d'Achille de l'économie de la Guinée Equatoriale reste son cadre juridique d'enregistrement des actes commerciaux. Le pays compte seulement deux (02) notaires, dificultant ainsi la création d'entreprises, validation des comptes et leur introduction en bourse. Une augmentation substantielle du nombre de notaires et la création des tribunaux de commerce constituerait un atout certain pour la prospérité des activités économiques en Guinée Equatoriale.

Une nécessité substantielle d'accélérer la digitalisation afin de booster l'activité économique.

Ainsi, les projections à moyen terme tablent sur une légère hausse des activités économiques de l'ordre de 1,3 % en moyenne sur la période 2025-2027, consécutive au dynamisme attendu dans le secteur non pétrolier malgré la récession d'environ 5,3 % en moyenne annuelle dans le secteur pétrolier. Les tensions inflationnistes devraient persister dans l'hypothèse de la poursuite de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en 2024, ceci malgré le fait que les prix administrés pour plusieurs produits de grande consommation.

La gestion des finances publiques devrait permettre de stabiliser le solde budgétaire, base engagements, hors dons, autour de 0,1 % du PIB à moyen terme. Avec la baisse de la production et des exportations des hydrocarbures, le déficit courant resterait autour d'une moyenne de 10,0 % du PIB à l'horizon 2027.

Sur le plan monétaire, comme conséquence des évolutions prévues ci-dessus, l'on pourrait enregistrer une nette détérioration des avoirs extérieurs sur la période sous revu

ANEXES

Tableau 1 : Principaux indicateurs économiques et financiers 2018-2027

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024	2024	2025	2026	2027
	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	-	Prév.	Sep-25,1\$	St-70,1\$	SP-69,1\$	Prév.	Prév.	Prév.
PIB, prix et population												
Taux de croissance (PIB global en termes :)	-3,0	-4,4	-4,6	0,9	3,0	-5,5	6,9	3,5	-0,8	1,2	1,3	1,3
dont secteur pétrolier	-10,3	-10,9	-5,3	-6,7	-2,5	-23,5	4,9	-2,7	-10,3	-5,1	-11,4	0,5
secteur non pétrolier	4,2	1,2	-4,0	6,6	6,7	5,2	7,8	6,2	3,3	3,7	5,9	1,5
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Indicateur (prix à la consommation - en moy)	1,3	1,2	4,7	-0,1	4,9	2,9	3,2	3,2	3,2	2,7	2,2	2,7
Indicateur (prix à la consommation - en glissement annuel)			6,7	2,9	5,9	2,7	3,7	3,7	2,7	2,9	2,4	2,8
Finances publiques												
Recettes totales	20,0	-14,2	-33,9	26,9	117,1	-40,7	16,0	3,1	-13,0	-6,0	-9,7	-1,7
dont recettes pétrolières	23,4	-16,5	-36,7	34,2	144,8	-46,2	18,3	3,1	-15,9	-8,4	-13,9	-2,9
recettes non pétrolières	7,2	-4,3	-22,9	3,8	4,3	12,1	3,3	3,5	0,1	5,3	7,0	2,0
Dépenses totales	3,7	-22,3	-17,1	-6,8	15,5	5,4	9,4	4,0	-2,6	-2,4	-11,4	-8,7
dont dépenses courantes	3,9	1,3	-10,6	2,5	21,7	-0,3	4,6	4,6	4,6	0,8	0,9	0,5
dépenses en capital	3,4	-48,8	-31,5	-33,6	150,5	17,7	18,3	3,1	-15,9	-8,4	-36,7	-38,9
Monnaie et crédit												
Avoirs extérieurs nets	42,0	-177,7	-219,5	38,4	607,4	-1,9	-19,8	-22,2	-22,1	-45,4	-108,6	460,8
Crédits à l'économie	1,8	-20,6	0,0	-3,0	-2,0	-25,9	14,4	-1,1	-27,1	15,8	32,3	25,8
Crédites nettes sur l'Etat	3,6	97,8	10,1	-12,3	-109,3	351,3	180,1	249,8	338,1	54,1	31,7	-8,0
Massif monétaire (M2)	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	20,7	19,3	14,6	13,2	10,2	7,0	8,4	2,6
Courants de la BEAC aux banques	93,3	-39,2	71,5	-5,7	-25,1	-100,0	...	...	...	-453,5	279,7	88,4
Taux de couverture extérieure (fin de période)	7,1	7,3	7,7	6,9	37,0	31,6	45,0	48,4	56,7	31	-6	-19
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB :)	3,63	4,08	4,36	4,71	4,34	5,84	3,69	3,69	3,69	3,66	3,67	3,68
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	3,50	3,50	3,25	3,50	4,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
Secteur extérieur												
Exportations, fob	12,4	-8,5	-46,7	29,5	89,8	-35,8	11,5	-2,3	-19,3	-7,3	-12,4	-2,2
Importations, fob	-5,5	-24,8	-27,6	8,7	10,8	55,7	18,1	6,9	-7,8	5,2	1,6	-1,7
Terme de l'échange	25,2	-6,6	-32,9	57,8	46,0	-14,6	2,3	-5,2	-17,6	-7,4	-6,2	-5,2
Variation des prix à l'exportation	24,7	-3,4	-35,7	65,9	69,4	-18,5	6,2	-1,2	-13,9	-4,2	-4,0	-3,0
Variation des prix à l'importation	-0,4	3,5	-4,3	5,2	16,1	-4,5	3,9	4,2	4,6	3,4	2,3	2,3
Taux de change effectif réel	-4,7	-13,9	0,9	-6,6	-2,5	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des export	2,3	-1,8	9,0	-1,7	-1,3	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des import	6,7	-0,7	1,5	0,7	-1,4	...	...	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité courante depuis...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit												
Avoirs extérieurs nets	2,4	-15,2	-15,7	-2,9	91,8	-0,9	-10,5	-11,8	-11,8	-16,4	-20,0	-6,8
Avoirs intérieurs nets	-5,1	7,3	8,7	3,3	-71,1	20,2	25,1	25,0	22,0	23,4	28,4	9,4
Crédits intérieurs nets	0,8	6,4	6,1	-11,6	-70,1	-2,3	24,9	24,9	21,8	23,3	28,4	9,3
Crédites nettes sur l'Etat	-1,0	27,5	6,1	-8,8	-68,2	16,9	18,3	25,3	34,3	17,0	14,3	-4,4
Crédits à l'économie (crédits actifs)	1,8	-21,1	0,0	-2,9	-1,9	-19,2	6,7	-0,5	-12,5	6,4	14,1	13,7
Autres postes nets	-5,8	0,9	2,7	14,9	-1,0	22,5	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Massif monétaire (M2)	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	20,7	19,3	14,6	13,2	10,2	7,0	8,4	2,6
Comptes nationaux												
Produit intérieur brut	-3,0	-4,4	-4,6	0,9	3,0	-5,5	6,9	3,5	-0,8	1,2	1,3	1,3
dont secteur pétrolier	-5,2	-5,1	-2,3	-2,9	-1,0	-8,8	1,5	-0,8	-3,1	-1,5	-3,0	0,1
secteur non pétrolier	2,1	0,6	-2,3	3,8	4,0	3,3	5,4	4,3	2,7	4,3	4,3	1,2
Demande intérieure brute	1,6	-7,8	-11,1	13,1	-2,4	4,8	9,9	5,1	-2,3	2,3	3,2	0,3
Consommation	0,7	1,0	-8,7	12,7	-3,3	5,2	7,8	4,6	-0,6	2,7	3,7	1,1
Publique	0,8	0,7	-2,6	0,6	0,1	1,8	-2,4	-2,4	-3,3	-1,2	-1,2	-1,2
Privée	-0,1	0,3	-6,0	12,1	-3,4	3,4	10,2	7,0	1,8	5,9	4,9	2,3
Investissements bruts	0,9	-8,8	-2,4	0,4	0,8	-0,4	2,0	0,5	-1,7	-0,4	-0,4	-0,8
Publics	0,8	-3,2	-1,2	-0,1	2,3	0,5	0,2	-0,3	-0,9	-0,5	-1,2	-0,7
Privés (Entreprises et ménages)	0,1	-5,5	-1,2	0,5	-1,5	-0,9	1,8	0,7	-0,8	0,1	0,7	-0,1
dont secteur pétrolier	-0,8	-5,4	-0,1	1,4	1,5	-2,1	0,4	-0,3	-1,1	-0,5	-0,6	-0,1
secteur non pétrolier	0,9	-0,2	-1,1	-0,8	-2,9	1,2	1,4	1,0	0,3	0,6	1,3	0,0
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-4,6	3,4	6,5	-12,2	5,5	-10,4	-3,0	-1,5	1,4	-1,1	-1,9	1,0
Exportations de biens et services non fac	-10,2	-2,9	-4,5	-17,3	4,1	-5,1	1,4	-0,2	-1,3	-0,7	-2,0	0,2
Importations de biens et services non fac	5,6	6,3	11,0	5,2	1,4	-5,3	-4,3	-1,3	2,7	-0,3	0,0	0,7
Comptes nationaux												
Investissements	29,4	26,3	26,9	26,9	31,0	30,3	30,7	29,9	28,7	29,0	26,8	25,6
dont Secteur pétrolier	8,6	8,3	8,9	10,7	13,7	9,5	9,7	8,7	7,5	7,8	6,5	6,2
Epargne intérieure	43,8	41,4	31,4	38,3	61,1	37,2	34,6	33,0	31,2	28,4	22,1	20,8
Epargne nationale	31,5	21,1	28,0	31,1	36,1	34,8	28,7	28,3	28,1	23,8	17,8	17,0
Finances publiques												
Recettes totales	20,6	18,5	14,2	15,0	26,6	17,8	18,7	17,4	15,7	15,9	13,9	13,4
Recettes pétrolières	16,8	14,6	10,8	12,0	24,1	14,6	15,6	14,3	12,5	12,7	10,6	10,1
Recettes non pétrolières	3,8	3,8	3,4	3,0	2,5	3,2	3,0	3,1	3,2	3,2	3,3	3,3
Dépenses totales	20,5	16,6	16,0	12,5	14,8	17,6	17,4	17,3	17,4	16,4	14,1	12,6
Dépenses courantes	10,8	11,5	11,9	10,2	10,1	11,4	10,8	11,3	12,1	11,1	10,8	10,6
Dépenses en capital	9,7	5,2	4,1	2,3	4,7	6,2	6,6	6,0	5,3	5,4	3,3	2,0
Solde budgétaire primaire (déficit -)	0,8	2,7	-0,8	3,6	12,8	1,1	2,4	1,2	-0,4	0,5	0,8	1,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et)	0,8	2,7	-0,8	3,6	12,8	1,1	2,4	1,2	-0,4	0,5	0,8	1,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et)	-26,7	-18,4	-15,4	-12,5	-18,4	-18,4	-18,1	-17,2	-16,4	-15,6	-11,9	-10,0
Solde budgétaire, base engagements hors	0,1	1,8	-1,8	2,5	11,8	0,2	1,3	0,1	-1,6	-0,5	-0,2	0,8
Solde budgétaire, base engagements dans	0,1	1,8	-1,8	2,6	11,9	0,6	1,3	0,1	-1,6	-0,5	-0,2	0,8
Solde budgétaire de base (déficit -)	0,1	1,8	-1,8	2,6	11,8	0,2	1,3	0,1	-1,6	-0,5	-0,2	0,8
Solde budgétaire de référence (= -1,5 %)	-2,7	-0,7	-0,3	1,8	-2,3	-3,1	-3,0	-0,6	-3,4	0,9	0,3	0,7
Secteur extérieur												
Exportations de biens et services non fac	50,5	47,8	30,4	32,4	48,7	35,7	35,8	33,0	29,5	29,9	25,5	24,5
Importations de biens et services non fac	36,0	32,7	25,9	21,0	18,6	28,8	32,0	30,0	27,1	30,6	30,2	29,4
Solde du compte courant (dont officiel, d)	-2,7	-7,4	-0,9	3,8	2,1	1,4	-5,2	-4,9	-4,1	-8,5	-12,2	-11,6
Solde du compte courant (dont officiel, d)	-2,4	-7,4	1,1	4,2	1,9	0,8	-5,4	-5,1	-4,3	-8,7	-12,4	-11,8
Encours de la dette extérieure/PIB	11,7	15,3	16,8	12,5	9,6	10,8	8,6	9,0	9,6	7,3	5,6	4,1
Ratio du service de la dette/Export brut	2,8	4,6	19,2	5,0	0,9	0,8	4,2	4,8	5,8	6,0	6,7	6,9
Ratio du service de la dette/Recettes budg	6,9	12,0	41,1	10,9	1,7	1,7	8,1	9,2	10,9	11,2	12,4	12,6
Encours de la dette totale/PIB	46,6	44,4	51,7	41,8	27,4	23,8	16,6	17,4	18,7	13,7	10,2	7,0
Réserves extérieures (en mois d'importat	0,2	0,2	0,5	0,3	3,8	4,8	3,1	3,4	3,9	1,6	-0,5	-1,3
Réserves extérieures (en mois d'importat	0,1	0,1	0,24	0,21	6,8	4,0	2,5	2,8	3,3	1,3	-0,4	-1,1
Pour mémoire												
PIB nominal (en milliards de FCFA)	7 017,5	6 717,0	5 782,4	6 937,7	8 481,1	7 521,9	8 329,7	7 953,1	7 411,8	8 164,7	8 487,2	8 618,8
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	4 213,1	4 368,1	4 341,3	4 711,9	5 239,0	5 324,3	6 085,1	6 015,1	5 854,2	6 393,0	6 940,8	7 141,3
Population (en millions d'habitants)	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,8
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	9 347,5	8 198,1	6 956,2	8 368,8	8 808,6	7 782,7	8 248,2	7 846,8	7 288,9	7 727,6	7 709,7	7 557,7

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC